



LA MÉTÉO: ENSOLEILLÉ.
MINIMUM: -15°, MAXIMUM: -7°.
DEMAIN: NEIGE. DÉTAILS PAGE A 2

LE PLUS GRAND CENTRE

Le Carier
10 300 000L. PRE-IX 323-4334

35cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents
Ailleurs au Québec: 50 cents, Îles de La Madeleine: 90 cents

MONTREAL, LUNDI 30 DÉCEMBRE 1985, 102^e ANNÉE, N° 70, 46 PAGES, 4 CAHIERS •

Les attentats de Rome et Vienne

Israël soupçonne le groupe Abou Nidal

d'après AFP, Reuter et UPI

Alors que l'Organisation de libération de la Palestine s'attend, selon Aboud Iyad, l'un des dirigeants de la Centrale palestinienne, à des attaques israéliennes dont les cibles pourraient être situées au Yémen et au Soudan, Washington et Jérusalem orientaient hier leurs soupçons vers le groupe Abou Nidal, mouvement palestinien opposé à M.

Yasser Arafat, 48 heures après le double attentat de Rome-Fiumicino et de Vienne-Schwechat, Israël accusant en outre la Libye de soutenir le groupe terroriste.

La piste Abou Nidal est prise très au sérieux par de nombreux experts israéliens, qui avaient d'abord accusé l'OLP d'être responsable des 18 morts et 105 blessés des deux attentats. Mais les Israéliens estiment à présent que la cen-

trale palestinienne n'est pas, cette fois-ci, la bonne adresse, comme l'écrit le quotidien Davar, proche des travaillistes.

À Washington, un haut responsable du gouvernement, évoquant l'éventualité de représailles israéliennes contre l'OLP, a estimé qu'il s'agirait d'une action inadaptée car, a-t-il dit, les massacres ont apparemment été commis par

le groupe Abou Nidal, soulignant que l'OLP a condamné les attentats. Enfin, à Bonn, l'hebdomadaire ouest-allemand Bild am Sonntag a affirmé hier que le colonel Mouammar Kadhafi, chef de l'État libyen, a passé un contrat avec Abou Nidal, auquel il verserait annuellement \$32 millions pour commettre des attentats.

À ce sujet, l'agence officielle libyenne

JANA a qualifié, hier, les attentats de Rome et de Vienne « d'opérations héroïques exécutées par les fils des martyrs des camps de Sabra et de Chatila » et dénoncé les régimes arabes qui ont condamné ces actes.

Les hommes d'Abou Nidal voyagent avec des passeports marocains et résident à JANA.

voir ISRAËL en A 2

AUJOURD'HUI

• MALI

Un cessez-le-feu intervient dans la guerre qui opposait Mali et Burkina-Faso depuis une dizaine de jours, grâce à la médiation du Nigeria et de la Libye.

page B 6

• LIBAN

La Syrie entérine l'accord intervenu entre les chefs des trois principales milices libanaises et lance un appel à l'unité du Liban, après 11 ans d'une guerre civile qui a fait 100 000 morts.

page B 6

• BUREAUX

Les propriétaires d'édifices à bureaux de Montréal haussent leurs tarifs, malgré un taux de vacance très élevé qui oscille autour de 10 p. cent.

page A 9

• JOUETS

Les jouets que l'on offre à l'enfant pour Noël ou à l'occasion d'un anniversaire reflètent souvent les conditions socio-économiques de l'époque.

page A 8

• HELL'S ANGELS

Les policiers du Québec sont les premiers, en Amérique du Nord, à ébranler sérieusement la redoutable organisation des Hell's Angels.

page A 8

• PEUGEOT

La Peugeot 505, tout en conservant ses qualités routières et son intérieur confortable, accroît sa puissance, en 1986.

page C 1

• FONYO

Steve Fonyo, le coureur unijambiste qui a suscité l'admiration de tout le pays en réussissant la traversée du Canada de l'Atlantique au Pacifique, est choisi personnalité de l'année.

page A 4

• SUPER LOTO

On trouvera en page A 4 les numéros gagnants du tirage d'hier de la Super Loto.

SOMMAIRE

Annonces classées C 3 à C 6
Arts et spectacles C 3
— Informations B 1 à B 4
Décès, naissances, etc. C 7
Échecs C 5
Économie A 9, A 10
Éditorial A 6
FEUILLETON
« Guide de la comète de Halley » C 4
Horoscope C 5
L'auto C 1, C 2
Le monde B 6
Loterie - résultats A 4
Mots croisés C 6
« Mot mystère » C 3
Quoi faire aujourd'hui B 4, B 5
Tribune libre A 7

TABLOID SPORTS

Bandes dessinées 10 et 11
Mots croisés 14

NORDIQUES 5, ARMÉE ROUGE 1



photolaser CP

Les Nordiques de Québec ont réussi à faire oublier leurs déboires des derniers jours, hier soir, en infligeant une cuisante défaite de 5-1 au redoutable club de l'Armée Rouge.

Michel Goulet a particulièrement brillé avec un truc du chapeau. Ci-dessus, Brent Ashton, Mike Kumpel et Igor Stelnov. Tabloid Sports, pages 2 et 3.



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Le chat Sussy devant la maison mobile rasée par les flammes.

Un incendie fait trois morts à Saint-Charles

■ SAINT-CHARLES-SUR-RICHÉLIEU — « Ce qui est terrible, c'est l'impuissance. On ne peut rien faire pour ramener à la vie le petit bébé et les deux personnes âgées... C'est fini maintenant. »

CAROLE THIBAUDEAU

Diane et Maurice Bousquet ne pouvaient que se désoler devant le drame qui s'est abattu hier sur les Fournier, leurs amis et voisins du 14 rue de l'Église, à Saint-Charles-sur-Richelieu. Seuls quelques débris calcinés d'une maison mobile témoignent maintenant du drame qui a arraché la vie à trois des sept membres de la famille.

Les Bousquet et les Fournier ne passaient pas un jour sans se voir. Samedi soir, ils se sont quittés après un bon souper dans la demeure des Fournier. Diane Bousquet propose alors à leur hôtesse de garder ses deux aînés, Josée, 9 ans et Éric, 8 ans. « Je voulais donner un répit à Bernadette, explique-t-elle. Je

lui ai même offert de garder le petit dernier, Jonathan. Comme cela, elle aurait pu dormir plus tard dimanche matin. »

Mais Bernadette n'a pas voulu se séparer de son bébé de 18 mois, prétextant qu'elle ne pourrait pas dormir si elle ne l'avait pas auprès d'elle. Cruauté du sort, le petit Jonathan allait être au nombre des victimes, avec son grand-père paternel, Paul Fournier, 73 ans, et son grand-oncle, Gérard Gagnon, 74 ans.

Le chef des pompiers, Marcel Phaneuf, a reçu l'appel vers 1 h 45, hier matin. Dix minutes plus tard, sept pompiers volontaires et un camion étaient sur les lieux mais le brasier atteignait son apogée. Il a fallu près d'une heure pour éteindre les flammes. Les pompiers ont dû perforer le mur de la maison voisine à la tronçonneuse, afin de voir si l'isolant était atteint.

Le feu a débuté à une extrémité de la maison mobile, là où se trouvait le système d'alimentation électrique. Les Bousquet

voir INCENDIE en A 2

Deng Xiaoping, l'homme de l'année de Time

d'après AFP, UPI et AP

■ NEW YORK — L'hebdomadaire américain Time a désigné hier le dirigeant chinois Deng Xiaoping « homme de l'année 1985 », pour avoir introduit de « larges réformes économiques qui ont remis en question les orthodoxies marxistes et libéré les énergies productives d'un milliard de personnes ».

Time avait déjà retenu le dirigeant chinois comme homme de l'année en 1978. « Dans la conception chinoise de l'équilibre entre le yin et le yang, la deuxième révolution de Deng est une tentative sur une échelle monumentale de mélanger des éléments qui semblent irréconciliables: la propriété de l'État et la propriété privée, la planification centrale et la loi de la concurrence, la dictature politique et la liberté limitée économique et culturelle », écrit le magazine dans son édition datée du 6 janvier. « C'est presque une tentative de concilier le communisme et le capitalisme », écrit Time.

Pour réaliser son 58^e choix d'un « homme de l'année » depuis 1927, Time a également pris en considération M. Gorbatchev, « le vigoureux dirigeant soviétique », Nelson Mandela, « qui symbolise le combat contre l'apartheid », Bob Geldof, le musicien qui est parvenu à lever des fonds pour lutter contre la famine en Afrique, et « une fois encore, le Terroriste ».

« De sa cellule dans la prison Pollsmoor du Cap, Nelson Mandela, 67 ans, chef du Congrès national africain interdit, est devenu une figure presque messianique, incarnant les aspirations de 24 millions de Noirs d'Afrique du Sud », selon Time.

Chaque année depuis 1927, Time a choisi une personne, un

voir DENG en A 2

« ON S'EST FAIT VOLER LA PAIX »
— P. DES MARAIS

... POURTANT, YA DES MOMENTS OÙ IL EST CORRECT! MAIS DES FOIS Y! S'CONTROLE PLUS! LE PAUVRE... SI JEUNE!



TAMPA 179\$

Tarif minimum en vigueur jusqu'au 8 février 1986.

Pour les autres conditions, consultez votre agent de voyages ou Air Canada au 931-4411. Mentionnez le DRF 13009.

AIR CANADA



Christine Sochan, 33 ans, a été chaleureusement accueillie par son fiancé, Steve Veale, samedi, à son arrivée de Vienne à l'aéroport de Toronto. Mlle Sochan avait échappé de peu, vendredi, à l'attaque terroriste perpétrée sur l'aéroport de Schewechat. Sa mère, qui voyageait en sa compagnie, a également échappé au massacre. Les deux femmes faisaient la queue au comptoir de la compagnie Lufthansa lorsque la fusillade a éclaté.

photos PC



Plusieurs survivants de l'attaque terroriste sur l'aérogare Leonardo da Vinci, à Rome, sont arrivés à Tel Aviv, samedi. Cette femme, notamment, chaudement embrassée par ses deux filles.

photo Reuter



Accompagné du chef d'état-major inter-armes Moshe Levy, à l'arrière-plan, le premier ministre Shimon Pérès quitte le parlement de Jérusalem à la suite d'une tumultueuse réunion du cabinet au cours de laquelle plusieurs ministres ont réclamé des représailles contre la guérilla palestinienne, qu'ils tiennent responsable des massacres de Vienne et de Rome.

photo Reuter

ISRAËL

SUITE DE LA PAGE A 1

dent dans des pensions bon marché avant de commettre leurs attentats, comme à Vienne et à Rome, a écrit *Bild am Sonntag*, en précisant que les autorités allemandes ont été mises en alerte. Plusieurs commandos terroristes arabes se trouvent actuellement en Europe, avec l'ordre de commettre de nouveaux attentats semblables à ceux de Rome et Vienne, a affirmé le journal.

Le soutien fourni par Tripoli au terrorisme est en tout cas tenu pour un fait avéré en Israël, où le ministre des Affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir, a invité le monde civilisé à coordonner ses efforts pour punir un Etat — la Libye — qui se permet d'aider les terroristes. De fait, l'agence officielle libyenne JANA a dénoncé les régimes arabes qui ont condamné les tueries, notamment la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. La Ligue arabe a également condamné les attentats.

Israël, par la bouche de M. Yitzhak Shamir, a réaffirmé son intention de réagir. Mais le gouvernement israélien est décidé à recueillir des informations avant de frapper. La lutte contre le terrorisme ne souffre pas d'improvisation, a déclaré un haut responsable gouvernemental. En attendant, le ministre israélien des Transports, M. Haim Corfou, a annoncé hier son intention de demander à ses homologues du monde entier, y compris du bloc communiste, de convoquer une conférence spéciale destinée à renforcer la lutte contre le terrorisme.

Interviewé par la radio israélienne, M. Corfou a déclaré que

son appel serait adressé aujourd'hui aux ministres des Affaires étrangères du monde entier dans le but, notamment, de faire accepter par tous les conventions de Tokyo, de La Haye et de Montréal, sous peine de boycottage.

Le gouvernement américain a quant à lui adressé des messages à toutes les parties concernées au Proche-Orient, notamment Israël, pour les inviter à faire preuve de modération, a annoncé le porte-parole de la Maison-Blanche, qui a indiqué que le président Ronald Reagan étudiait des rapports des services de renseignements sur les attentats.

Les options militaires à la disposition d'Israël seraient certainement contraires aux progrès du processus de paix au Proche-Orient, a déclaré de son côté un haut responsable du gouvernement américain, qui évoquait la possibilité d'une action israélienne du genre du raid contre le QG de l'OLP à Tunis, le 1er octobre dernier.

C'est d'ailleurs cette opération qui pourrait avoir motivé l'attentat à l'aéroport de Rome-Fiumicino: les enquêteurs italiens ont trouvé sur les quatre terroristes un message en arabe déclarant: « Nous connaissons la route qu'ont empruntée les avions sionistes qui ont frappé le siège de l'OLP à Tunis. Pour chaque goutte de sang versée, tant pour le raid de Tunis que pour le reste, nous ferons couler en échange des fleuves de sang ». Plusieurs quotidiens arabes avaient accusé à l'époque les autorités italiennes d'avoir permis le ravitaillement des chasseurs israéliens depuis une base de l'OTAN en Sicile.

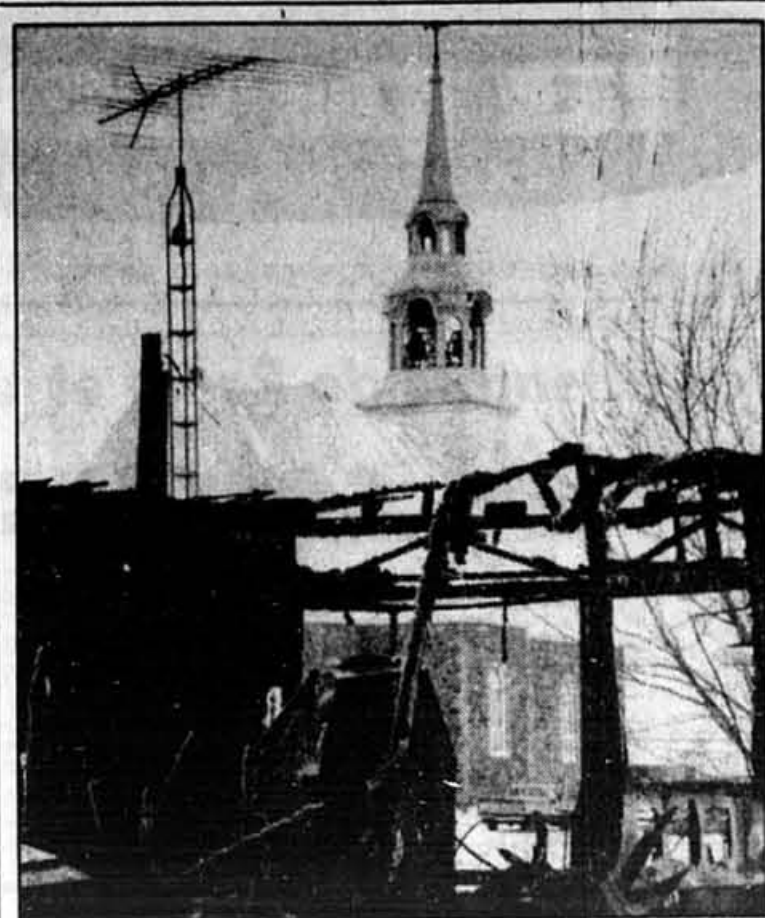
L'hypothèse de la vengeance ne semble cependant pas devoir être retenue en priorité, dans la mesure où l'aéroport de Vienne a été frappé à la même heure, sans aucun doute par la même organisation, alors que l'Autriche n'a jamais été mise en cause par le camp arabe après le raid israélien contre le QG de l'OLP. Il ne s'agit donc pour le moment que d'un éventuel élément de plus pour les enquêteurs, en Italie comme en Autriche, se débattant au milieu d'un réseau touffu de pistes divergentes pour tenter d'identifier formellement les véritables responsables des deux attentats.

Par ailleurs, on a appris de source responsable palestinienne que Yasser Arafat va bien, mais a encore besoin de repos après un début de bronchite. Interrogée sur l'état de santé du dirigeant palestinien après des informations de presse faisant état d'une grave maladie de celui-ci nécessitant des soins intensifs, la source a précisé qu'un médecin jordanien s'était rendu à son chevet la semaine dernière à Tunis. Ce médecin a quitté Tunis mercredi en précisant que le chef de l'OLP n'avait rien de sérieux, mais qu'il devait encore se reposer quelques jours, a-t-on ajouté de même source.

À l'ambassade de France à Tunis, on démentait par ailleurs formellement avoir transmis quoi que ce soit à Paris au sujet d'une grave maladie dont serait atteint M. Arafat. Ce démenti se réfère à une information de l'hebdomadaire français *Le Journal du Dimanche* faisant état dans son édition d'hier décembre d'un rapport de l'ambassadeur de France à Tunis, M. Eric Rouleau, informant le Quai d'Orsay que M. Arafat souffrait d'une arthrite tuberculeuse aiguë et d'une dépression nerveuse.

À Tunis et Amman, les observateurs avaient fait état d'une « maladie diplomatique » de M. Arafat lui permettant d'éviter de se rendre trop vite dans la capitale jordanienne, où l'attendait le roi Hussein. La visite d'un médecin jordanien, probablement dépeché par le roi, estimant ces mêmes observateurs, semblait destinée plus à vérifier la réalité de la maladie de M. Arafat qu'à rassurer le dirigeant palestinien sur son état de santé.

M. Arafat était en effet attendu à Amman au début de la semaine dernière pour donner au roi Hussein une réponse à sa proposition du 12 novembre concernant une acceptation écrite par le dirigeant palestinien des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, selon une source diplomatique à Amman. Cette reconnaissance est rejetée par les fractions palestiniennes hostiles à M. Arafat.



Samedi, il y avait encore une accueillante résidence au 14 rue de l'Église, à Saint-Charles-sur-Richelieu. Il a suffi de trois quarts d'heure pour la transformer en ruines.

INCENDIE

SUITE DE LA PAGE A 1

soupçonnent une chaufferette d'être responsable du sinistre mais ni les pompiers ni les enquêteurs de la Sûreté du Québec ne peuvent encore se prononcer sur sa cause exacte. Le foyer était à l'autre extrémité de la demeure et deux bûches achevaient de se consumer lorsque les Bousquet sont partis.

Le beau-père de Bernadette a été le premier à constater le drame et il a demandé de l'aide. Aussitôt réveillée, sa belle-fille est allée ouvrir la porte, par laquelle un des deux chiens s'est immédiatement enfui. La mère affolée, nus pieds dans la neige, a brisé la fenêtre de la chambre de son fils pour aller le secourir. Mais cela n'a fait qu'attiser le feu.

De la fenêtre brisée parvenaient les cris de détresse des deux vieillards et de l'enfant. Ceux du petit se sont tus en premier. « Et le beau-père qui avait tellement peur du feu, se souvient Diane. Il faisait toujours très attention. C'était une famille de non fumeurs ».

Le père du petit, Maurice Fournier, était allé à l'hôtel voisin jouer une partie de billard avec un vieux copain. Ce dernier était également le parrain du petit Jonathan. En sortant de l'établissement, M. Fournier a aperçu la lueur de l'incendie. Les deux amis se sont précipités au 14 de l'Église pour constater que tout était perdu.

Le chien Raja, les deux pattes dans la vitre, a été rattrapé par le feu lorsque son maître a brisé la vitre. L'ami et parrain a essayé de pénétrer dans les décombres mais en vain: il y a laissé son manteau, attaqué par les flammes. Des voisins ont vu Maurice Fournier pleurer la face dans la neige.

Quant à Bernadette, elle a été fortement brûlée aux pieds, non pas par les flammes mais bien par le froid. « Elle ne voulait pas

se faire soigner, plus rien ne comptait pour elle, relate Diane Bousquet. Elle ne faisait que répéter: « mon bébé, mon bébé, mon bébé! »

Son mari faisait tout aussi peine à voir, hier matin vers 8 h, lorsqu'il est venu chercher les deux autres enfants chez les Bousquet. Sa fillelette lui a demandé pourquoi il avait les mains en sang. « Julie, la maison a brûlé. Tu n'as plus de petit frère, ni de grand-père, ni de grand-oncle », lui a-t-il répondu avant de fondre en larmes.

La famille est maintenant hébergée à Longueuil par la sœur de Maurice, Monique, et son mari Robert. Monique pleure elle aussi la fin tragique de son père. C'est d'une voix brisée par l'émotion qu'elle a accepté hier de parler à LA PRESSE. « Nous attendons nos deux autres frères avant de décider quoi que ce soit », a-t-elle déclaré.

Ces derniers devaient les rejoindre hier soir et les aider aujourd'hui à chercher un nouveau logement. « Ils doivent recommencer complètement à zéro, explique Monique. Plus de linge, rien. Et ils n'étaient pas assurés. »

Le curé de la paroisse affirme qu'il y aura probablement une collecte pour aider les sinistrés.

L'ancienne résidence des Fournier offrait un triste spectacle hier matin. Quelques morceaux calcinés tenaient encore debout par miracle. « Ces roulottes, entièrement fabriquées de matériaux préfabriqués, brûlent comme de la paille », a fait remarquer un voisin. Un tuyau laissait gicler une petite fontaine d'eau.

Sussy, le chat de la maison, la queue comme une corde et le poil plaqué, roussi et plein de suie, avait visiblement la mort dans l'âme. Il errait sur les lieux et lançait aux passants des gémissements plaintifs, d'un air perplexe. Diane Bousquet l'a pris dans ses bras, avec l'intention de le soigner et de le sauver, « pour les enfants », a-t-elle dit.



photos Armand Trotter, LA PRESSE

Trois autres incendies

■ Outre l'incendie de Saint-Charles-sur-Richelieu qui a fait trois morts hier matin, trois autres feux ont fait rage à peu près en même temps sans causer ni blessure ni perte de vie.

Tout d'abord vers 3 h 20, un incendie d'origine encore inconnue est survenu au 1071 boulevard Saint-Jean à Saint-Louis-de-France, près de Trois-Rivières. Un bâtiment de ferme a été détruit complètement. Il a été évalué à \$150 000 et abritait 200 vaches de lait d'une valeur de \$90 000. Le propriétaire Gilles Veillette a donc perdu au total \$240 000.

Puis vers 4 h 35, les flammes ont endommagé un édifice à bureaux de quatre étages au 3617 Saint-Denis, touchant un studio de relaxation, un restaurant et un bureau d'affaires. Quelque 90 pompiers ont réussi à maîtriser le feu vers 8 heures. Il est possible qu'une main criminelle soit à l'origine de cet incendie, qui a causé beaucoup de dommages.

Enfin vers 5 heures, un autre feu débutait à l'hôtel Johnny's sur la rue Principale, à Lavaltrie. L'établissement a été complètement détruit. Il était inoccupé au moment du sinistre. Les pompiers ont mis plus de trois heures à éteindre les flammes.

La Quotidienne
Tirage de samedi

à trois chiffres

3-2-7

à quatre chiffres

5-4-8-7

LA MÉTÉO

Lundi 30 décembre 1985
AUJOURD'HUI: Min.: -15° Max.: -7°
ENSOLEILLÉ
DEMAIN: NEIGE



01 1 01

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Albini	-20	-10	Nuageux
Outremont	-15	-7	Ensoleillé
Laurentides	-15	-7	Ensoleillé
Cantons de l'Est	-15	-10	Dégagement
Mauricie	-15	-10	Dégagement
Québec	-15	-10	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	-17	-12	Ensoleillé
Rimouski	-14	-8	Ensoleillé
Gaspésie	-12	-6	Neige
Bas-Caraïbe	-15	-8	Neige
Sept-Îles	-15	-8	Neige

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	-10	-4	Neige
Edmonton	-18	-10	Neige
Regina	-16	-14	Neige
Winnipeg	-19	-10	Nuageux
Toronto	-16	-11	Neige
Fredericton	-17	-10	Neige
Halifax	-18	-12	Ensoleillé
Charlottetown	-16	-8	Nuageux
Saint-Jean	-16	-8	Nuageux

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	-9	-4	N.-Orléans	3	11
Buffalo	-11	-7	Pittsburgh	-12	-7
Chicago	-5	-1	S. Francisco	2	11
Miami	13	24	Washington	-6	-1
New York	-1	0	Dallas	2	12

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	-8	2	Madrid	9	11
Athènes	11	18	Moscou	-2	0
Acapulco	24	31	Mexico	9	24
Berlin	-5	-2	Oslo	-19	-14
Bruxelles	-7	3	Paris	4	6
Buenos Aires	18	31	Rome	7	16
Copenhague	-6	1	Séoul	-1	3
Genève	1	8	Stockholm	-15	-10
Hong Kong	17	20	Tokyo	1	14
La Corée	9	19	Trinidad	23	29
Lisbonne	7	11	Vienne	-1	10
Londres	-3	1			

MAN OF THE YEAR



DENG

SUITE DE LA PAGE A 1

groupe de gens ou une chose qui a le plus influencé le cours des événements au cours de l'année, pour le meilleur ou pour le pire. Cette année, *Time* a estimé que les réformes de Deng « possèdent plus de promesses pour changer le cours de l'histoire que toute autre chose qui s'est passée en 1985 ».

L'homme de l'année 1984 avait été l'organisateur des Jeux olympiques de Los Angeles, Peter Ueberroth, devenu commissaire au baseball.

Selon *Time*, les décisions prises par M. Deng en vue d'améliorer le niveau de production d'un milliard de personnes sont susceptibles d'influencer l'histoire de façon sensible, à long terme.

LE MINISTRE STEVENS A MENTI, DIT LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT « La fermeture de Gulf ne favorisera que les raffineries ontariennes »

■ Au lieu d'amener les trois raffineries encore en opération à Montréal à augmenter leur production, la fermeture de Gulf ne favorisera que les raffineries de l'extérieur du Québec, notamment celles de l'Ontario, affirme Serge Baril, le président du syndicat des employés de Gulf affilié à l'Association des travailleurs unis du pétrole.

PIERRE GINGRAS

M. Baril estime en outre que le ministre fédéral de l'Expansion industrielle et régionale, Sinclair Stevens, était de mauvaise foi lorsqu'il a laissé entendre lors de sa conférence de presse, vendredi, que la raffinerie Gulf n'était pas rentable parce qu'elle était une des plus vieilles au pays.

« M. Stevens ne sait pas de quoi il parle, a confié le président du syndicat à LA PRESSE. S'il est vrai que la raffinerie existe depuis 1931, la compagnie

a investi plus de \$50 millions depuis deux ou trois ans pour informatiser ses opérations. En réalité, il s'agit d'une des raffineries les plus modernes à Montréal. Le ministre Stevens n'est d'ailleurs jamais venu voir les installations de Gulf ».

Le président du syndicat affirme aussi que le gouvernement fédéral a voulu « passer un sapin » au Québec lorsqu'il a annoncé l'octroi d'une subvention de l'ordre de \$40 millions à Pétromont, assurant ainsi la survie de cette entreprise, avant d'enterrer publiquement la vente de Gulf à Ultramar et ainsi rendre la fermeture de la raffinerie Gulf officielle. À l'origine, cette décision devait être annoncée au début de janvier, dit-il.

M. Baril s'en prend également au ministre Stevens parce celui-ci a annoncé que les trois raffineries encore en opération seraient plus « fortes et concurrentielles » à la suite de la fer-

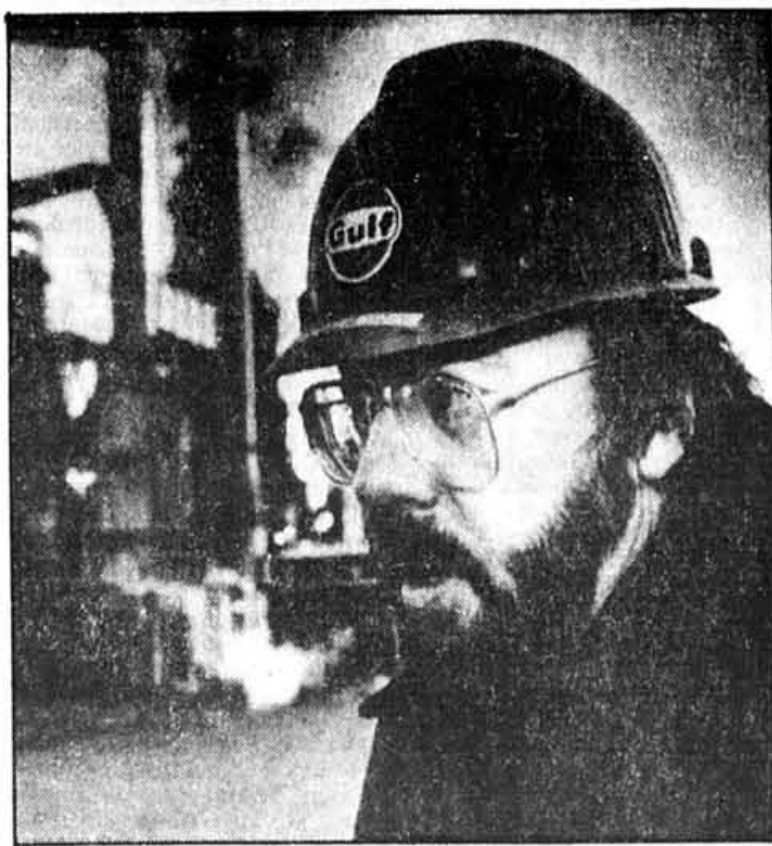
meture de Gulf. Il explique que la raffinerie de Gulf, qui avait une production de 75 000 barils par jour, devait déjà importer 13 000 barils de produits finis de l'Ontario pour suffire à la demande.

Or selon lui, Shell ne pourra absorber le surplus de production parce que sa raffinerie produit déjà presque à pleine capacité. Quant à Petro-Canada, ses installations vétustes éprouvent souvent des problèmes de fonctionnement. On tente actuellement de hausser la production quotidienne de 80 000 à 95 000 barils.

Chez Ultramar, selon M. Baril, la production actuelle est de l'ordre de 80 000 barils par jour, ce qui correspond à 70 p. cent de sa capacité. « Mais la raffinerie de Saint-Romuald a de sérieux problèmes de raffinage, dit-il. Elle a même confié à une firme spécialisée le mandat d'augmenter la production sur une période de deux ans. Elle devra investir plus de \$100 millions à cette fin. Et durant cette période, Ultramar devra s'occuper de 675 stations-service additionnelles. Il est évident que la plus grande partie de l'essence qui était produite par Gulf sera dorénavant raffinée ailleurs qu'au Québec. Déjà les 30 000 barils produits par la compagnie pour Texaco sont raffinés en Ontario ».

Une fermeture progressive

C'est dans trois semaines que les installations de Gulf auront cessé toute activité. Hier, il n'y avait plus de brut dans les colonnes de distillation et on a commencé à réduire graduellement la température du système. Jeudi, le 2 janvier, ce sera le début du nettoyage de la tuyauterie à la vapeur. Le 24 janvier, tous les employés auront quitté le travail à l'exception de 25 personnes affectées à



Le président du syndicat, Serge Baril.

la surveillance d'une chaudière destinée à produire de la vapeur pour empêcher le gel des produits entreposés.

Selon André Lacombe, un contremaître de quart chez Gulf, la fermeture d'une raffinerie est un travail délicat qui doit se faire avec la plus grande prudence. « Nous ne manipulons pas du chocolat mais des produits pétroliers dangereux », explique-t-il. M. Lacombe ne tarit pas d'éloges pour les ouvriers qui malgré les tensions considérables vécues ces derniers mois, ont toujours donné 100 p. cent d'eux-mêmes. « Ici, la concentration des hommes doit être

constante. Ils ont tenu le coup. Ultramar ferme la raffinerie. La compagnie perd aussi une équipe exceptionnelle... ». La fermeture de Gulf entraînera la mise à pied de 450 personnes, en incluant les 100 employés de l'usine pétrochimique. Le personnel syndiqué qui doit être officiellement avisé par écrit aujourd'hui des compensations offertes, recevra son plein salaire jusqu'au 28 février. Les travailleurs licenciés auront droit à diverses primes dont deux semaines de salaires par année de service. Pour un employé qui compte 10 ans d'expérience, la somme totale attendra environ \$13 000.

La SQ démantèle un labo de drogue

■ QUÉBEC (PC) — À l'issue d'une enquête qui aura duré environ six mois, l'escouade des mœurs de la Sûreté du Québec a démantelé un laboratoire de fabrication de stupéfiants temporairement installé dans un chalet de Saint-Lazare de Bellechasse, sur la rive sud de Québec.

Lorsque l'équipe d'une douzaine de policiers a pénétré dans le chalet, le laboratoire qui produisait de la phencyclidine — une drogue très dure que l'on appelle aussi « PCP » — était en pleine opération. La SQ a saisi \$200 000 de drogue prête à être mise sur le marché, et environ \$1 million de stupéfiants en voie de transformation.

Deux hommes âgés de 31 et 29 ans, résidant tous deux dans la région de Québec et bien connus des milieux policiers ont été arrêtés sur les lieux et devaient comparaître ce matin au Palais de Justice de Montmagny pour répondre à des accusations en rapport avec leurs activités illégales.

Selon un porte-parole de la SQ, les deux individus seraient des « professionnels » qui installaient leur laboratoire ambulant dans des chalets ou maisons de la région de Québec qu'ils louaient pour des périodes très courtes (une dizaine de jours) et officiellement pour d'autres fins que la fabrication de drogues. Le communiqué émis hier par la SQ précise d'ailleurs que le propriétaire du chalet de Saint-Lazare n'était nullement au courant des activités illicites de ses locataires.

Le porte-parole de la Sûreté du Québec a également indiqué que l'arrestation des deux hommes, en raison du caractère « nomade » de leurs activités, a exigé plusieurs mois de filature, une opération qui s'est terminée dimanche à 5 heures, lorsque les policiers ont mis la main sur les deux suspects et leur matériel.

Ultime tentative

■ Le syndicat des employés de Gulf tentera aujourd'hui une ultime tentative pour renverser la décision de M. Sinclair Stevens, le ministre fédéral responsable d'Investissement Canada.

Au cours d'une conférence de presse qui doit avoir lieu ce matin, l'Association des travailleurs unis du pétrole (raffinerie Gulf, Montréal-Est) annoncera qu'elle veut mettre sur pied un front commun réunissant des députés des principaux partis politiques à Ottawa et à Québec ainsi que des représentants de Gaz Métropolitain, de distributeurs indépendants et de groupes de consommateurs.

Parmi les personnalités politiques qui doivent être présentes au cours de cette rencontre, notons les députés libéraux fédéraux Jean-Claude Malépart et Jean Lapierre, les conservateurs Carole Jacques et Robert Toupin ainsi que Louise Arel, représentante péquiste du comté Maisonneuve à l'Assemblée Nationale.

Les mordus de la pêche blanche ont déjà commencé à taquiner le poisson

■ « Ça mord ? »
« Pas beaucoup. Mais c'est pas grave. On prend l'air. Et ça ne coûte pas cher ».

PIERRE GINGRAS

Solange Fortin et Louise Fournier étaient bien détendues hier, en face de Longueuil, sur la glace du Saint-Laurent, à -5°C. Elles surveillaient une quinzaine des lignes en espérant qu'un gros brochet ou un doré viennent y mordre. Louise Fournier, elle, accompagne son mari depuis une vingtaine d'années sur la glace. Son plus gros poisson: un bel achigan. « Mais je ne sais pas si je devrais vous dire ça. Est-ce que j'avais le droit de le capturer ? »

Plus loin, Lucie et Richard Boissonneau ainsi que Daniel Nadeau et Albert Poirier sont plus chanceux. Ils ont capturé au moins six brochets qui feront d'excellents filets disent-ils. Albert Poirier est de Montréal Nord. Il a 74 ans bien compté. Des histoires de pêche, il peut en raconter durant des heures. Mais hier, le plus gros brochet ne dépassait pas les 2 kilos, pas suffisant pour faire une bonne histoire. En vacances, Richard Boissonneau passe chaque jour du temps temps des Fêtes sur la glace. « Quelques lignes, une tarière manuelle, des ménés et le tour est joué. La pêche sur la glace est un sport peu coûteux. Et la plupart du temps, vous aurez votre friture pour le souper. D'autant plus qu'ici, en face de Longueuil, c'est une bonne place. Et on a la paix ».

La pêche sur la glace est commencée depuis quelques jours dans la région métropolitaine. Et cette année, contrairement à la dernière saison, les amateurs n'ont pas eu à attendre le début de janvier pour sortir leur brimabales et taquiner le poisson.

Plusieurs dizaines de milliers de Montréalais s'adonnent à la pêche blanche à chaque hiver. Certains biologistes du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche avancent même le chiffre de 200 000. Si bien, que pour certains pourvoyeurs, cette activité représente la plus grande partie sinon l'essentiel de leurs revenus. Chez Fernand Courchesne, à la baie Missisquoi, on avait installé les premières cabanes, hier. Mais la glace n'est pas encore suffisamment épaisse pour supporter les automobiles. On prend de la perchaude à cet endroit. Selon



Amateurs de pêche sur la glace depuis plusieurs années, Richard Boissonneau, Albert Poirier, Lucie Boissonneau et Daniel Nadeau étaient bien satisfaits de leur prises, hier. Installés sur le fleuve, en face de Longueuil, ils avaient capturés six brochets. « Mais hier, la pêche était bien meilleure... », dit Richard Boissonneau.

Sylvie Pion, une des responsables, la location des cabanes à cet endroit, durant les fins de semaine, est presque complétée jusqu'à la fin de février. Mais c'est plus tranquille sur semaine.

Chez Aumais, à l'île Perreault, sur le lac Saint-Louis, la saison est bien partie. Comme un peu partout dans la grande région de Montréal, on peut y

louer une cabane, obtenir des ménés, louer des brimabales et se faire percer une dizaine de trous dans la glace pour \$35 ou \$40 par jour. Au lac Saint-Louis, on capture surtout de la perchaude mais aussi, à l'occasion du doré et du brochet.

Au Centre de pêche Vaudreuil, au lac des Deux-Montagnes, on comptait une soixantaine de voitures sur la glace. Pour

les propriétaires de l'endroit, les Quenneville, la saison est partie du bon pied. Adrien Charrest, lui, un autre pourvoyeur du lac des Deux-Montagnes est bien satisfait lui aussi. « Ici, le poisson mord beaucoup plus l'hiver que l'été. Il y a deux fois plus de monde durant cette période de l'année. Quand les premières glaces prennent, ça fait notre affaire... »

Huit morts au cours du week-end

■ (PC) — Au moins huit personnes ont perdu la vie accidentellement au cours du week-end. La route a fait cinq victimes, tandis que trois personnes ont péri dans un incendie.

Un accident de la route a fait une victime au cours de la nuit de vendredi à samedi sur la route 138, à Saint-Augustin, près de Québec.

Mme Marie-Jeanne Lafrance, 59 ans, de Loretteville, a péri après avoir perdu la maîtrise de son véhicule, qui a dérapé sur la chaussée glissante.

Une femme de 55 ans, Mme Denise Chénart, de Rimouski, est décédée dans une autre tragédie routière survenue à 19h45 vendredi, sur la route 132, à Pointe-au-Père. La voiture de la victime a heurté un véhicule roulant en sens inverse.

À Victoriaville, une violente collision survenue samedi à 17 heures sur le boulevard Bois-Francis Nord a coûté la vie à M. Guy Langlois, 40 ans, de Victoriaville. Son épouse Carmen, 38 ans, et sa fille Nathalie, 13 ans, ont subi des blessures graves, tandis que le conducteur du deuxième véhicule impliqué dans cet accident, M. Jean Boissvert, s'en tirait avec des blessures mineures.

Un jeune homme de 21 ans, Barry Moss, de Beebe (Estrie), a été tué dans une collision frontale vers minuit, vendredi, sur la route 247.

Une des deux voitures impliquées dans cet accident a dérapé dans une courbe avant de foncer sur une automobile venant en sens inverse.

À Montréal, un homme de 32 ans, Antoine Poirier, est décédé tragiquement lorsque son automobile a percuté un camion en panne stationné en bordure de l'autoroute 40 Ouest, près de l'intersection avec la rue Saint-Jean.

Par ailleurs, l'incendie d'une maison mobile survenu vers 1h45 dimanche à Saint-Charles sur le Richelieu a fait trois morts.

Il s'agit d'un bébé de 18 mois, Jonathan Fournier, de son grand-oncle Gérard Gagnon, 74 ans, et de son grand-père Paul Fournier, 73 ans.

La cause de l'incendie, qui a complètement détruit la maison mobile, demeure indéterminée.



L'agent Mario Tessier

L'agent Tessier à son dernier repos

■ OTTAWA (PC) — C'est aujourd'hui, à Joliette, que sera chanté le service funèbre de l'agent Mario Tessier, policier de la GRC abattu vendredi matin alors qu'il se rendait à son travail.

« Des représentants de tous les corps policiers seront présents à ces funérailles », a révélé le sergent Rhéal Charron, de la police de Gatineau, ville où la victime a été tuée.

Tessier, âgé de 30 ans, se rendait à Ottawa pour y amorcer une patrouille du quartier des ambassades, lorsqu'il a apparemment stoppé en bordure de l'autoroute 550 pour venir en aide à un automobiliste en panne. Il aurait été abattu d'une balle à la tête par l'homme qui a pris la fuite à bord de sa voiture. À l'arrivée de la SQ sur les lieux, l'agent Tessier respirait encore mais devait succomber quelques minutes plus tard.

Un suspect a été appréhendé quelques heures plus tard, à Hull, à l'issue d'une chasse à l'homme à laquelle ont participé tous les corps policiers de la région de l'Outaouais.

André L'Heureux, 21 ans, de Hull, est actuellement détenu en vertu d'un mandat du coroner, en qualité de témoin important. Le coroner tiendra son enquête vendredi prochain.

Peu après le crime, la voiture de l'agent Tessier avait été identifiée comme celle dont s'est servi un homme qui a commis un hold-up chez un dépanneur situé non loin de l'endroit où le policier avait été abattu.

LA POLITIQUE AU QUÉBEC EN 1985

Les inévitables élections et l'inévitable mini-session

GILBERT
BRUNETde notre bureau
de Québec

— 3 —

■ QUÉBEC — Quand Pierre Marc Johnson est élu président du Parti québécois, le 29 septembre, il n'a pas le choix : quatre ans et demi après le dernier appel au peuple, il doit déclencher des élections générales. René Lévesque a tellement repoussé les échéances que M. Johnson est obligé de solliciter, pour lui et son parti, un nouveau mandat.

Pendant 25 jours, le premier ministre met tout en œuvre pour que son régime ne soit pas que transitoire. Il remanie le cabinet, y fait accéder quatre non-élus dont trois femmes — Pauline Marois vient de démontrer que le PQ est négligé à l'endroit de cette plus que moitié de l'électorat — ainsi que le maire de Boucherville et adversaire de Robert Bourassa dans Bertrand, Jean-Guy Parent.

Déclenchée le 24 octobre, la campagne électorale a en fait duré moins d'un mois : au 29^e jour, trois sondages concordants indiquent que les jeux sont faits. Il ne reste qu'à mesurer l'ampleur de la victoire libérale ou, inversement, à limiter les dégâts dans le camp péquiste.

Les électeurs attendent l'inévitable résultat des inévitables élections. Au départ, le chef libé-

ral trébuche sur l'obstacle Harry Blank mais réussit tout de même à renforcer son équipe de candidats ministrables.

À l'opposé, M. Johnson a déjà recruté et nommé ses vedettes. Un gouvernement Johnson du 10 décembre serait à peu près un gouvernement Johnson du 10 octobre. Mais la majorité des électeurs, de sondages en sondages, n'arrêtent pas de dire qu'ils souhaitent du changement.

Engagements et projets

Début novembre, une première annonce importante est faite... par Gil Rémillard, candidat libéral. Il indique qu'Ottawa et Québec s'entendent sur le statut du Québec au premier Sommet de la francophonie, à Paris, en février 1986. M. Johnson et Mulroney confirment la primeur, sans l'expliquer à fond. La question de la place du Nouveau-Brunswick dans le triangle Paris-Ottawa-Québec ne sera divulguée qu'après le 2 décembre.

Puis M. Bourassa y va d'un engagement par 48 heures, avec un jour pour laisser retomber la poussière. Tant de millions pour les salles d'urgence; tant de millions pour l'éducation; tant d'autres pour diminuer la taxe de vente sur les polices d'assurance et la surtaxe sur l'essence en régions éloignées.

Le train fonce, jusqu'à cette autre promesse: la diminution de 10 p. cent de l'impôt personnel dès janvier 1986. En fait, M. Bourassa cherche à s'attribuer une réalisation à 85 ou 90 p. cent péquiste: la réforme fiscale de M. Parizeau et Duhaime. Le chef libéral ajoute un peu, devant d'un an et arrondit les chiffres.

La promesse perd de son impact et M. Bourassa n'insiste pas trop sur ses méthodes de calcul. Jeu dangereux!

Puis M. Johnson annonce que la société sud-coréenne Hyundai viendra assembler des voitures à Bromont: investissement de \$300 millions, dont \$100 millions de subventions fédérales et provinciales. Encore là, l'impact de l'annonce est atténué quand un patron de Hyundai affirme que sa compagnie se serait installée à Bromont... même sans les ca-deaux publics.

Arrivent le débat radiodiffusé, d'autres sondages et la décision du gouvernement Mulroney de ne plus annoncer de projets conjoints avant le 2 décembre. M. Bourassa n'a qu'à se laisser porter par la vague. M. Johnson dévoile ce qui aurait pu venir: relance de l'usine ITT à Port-Cartier, papeterie à Matane et, pourquoi pas, Toyota dans l'est de Montréal!

Le changement

La vague déferle: 99 élus libéraux. Celui qui manque pour la centaine est nul autre que le chef, défait par les électeurs de Bertrand qu'il aura représentés à l'Assemblée pendant à peine six mois.

Au PQ, l'élément destructeur n'épargne presque personne: 42 députés battus dont 19 ministres. Même Pierre Marc Johnson vient d'être éliminé dans Anjou. À part le Saguenay-Lac-Saint-Jean, les seuls qui résistent apparaissent comme des cas isolés: Garon et Chevrette par-ci, Harel

et Jolivet par-là. L'écart devait être de 15 points selon les sondages: il est de 17.

Puis le temps presse: vite former un conseil des ministres; vite trouver une circonscription où M. Bourassa se ferait élire; vite convoquer une mini-session pour réaliser les engagements les plus pressants de M. Bourassa; donc, vite un message inaugural et un exposé budgétaire, car Noël est bientôt là.

Quoi faire avec 99 députés dont une bonne moitié s'estime ministrable? Le chef tranche: 11 têtes d'affiche, avec une imposante expérience parlementaire. Les Bacon, Lévesque, Ryan, Gratton et Lavoie-Roux ne peuvent échouer. Puis cinq «économiques», pour marquer le changement de cap: les Fortier, Johnson, MacDonald, Gobeil et Vallerand soulignent aussi le rôle prépondérant des élus montréalais dans ce gouvernement. Enfin les 11 «autres», nommés selon des critères variés: le sexe, le groupe ethnique, la région, les services rendus au parti, etc.

Mais 27 ministres, cela laisse une vingtaine de candidats «sur le carreau»: vite les nominations à la présidence de l'Assemblée, aux postes de «whips» et d'adjoints parlementaires. Ceux qui restent ont trop parlé ou doivent humblement faire leurs classes.

Pour réaliser les engagements de réduction du fardeau fiscal, place aux vétérans: Mme Bacon lit le message inaugural, synthèse du discours électoral, et M. Lévesque se sert de ses 29 années



Le premier ministre du Québec Robert Bourassa.

d'expérience parlementaire pour faire un énoncé budgétaire intermédiaire. En attendant la vraie liste des projets législatifs, dont M. Bourassa pourrait lui-même faire la lecture en Chambre, et en attendant le premier budget libéral, ou seront traduits les intentions de changement promises pendant la campagne électorale.

Cela ne peut venir que lorsque les ministres auront eu le temps d'ouvrir leurs dossiers, d'embaucher du personnel, d'analyser le passé, le présent et l'avenir lors de réunions présidées par le premier ministre et éventuel député de Saint-Laurent, Robert Bourassa.

FIN

Steve Fonyo est choisi personnalité de l'année

■ Le coureur unijambiste Steve Fonyo, qui a suscité l'admiration du Canada tout entier en réussissant la traversée du pays de l'Atlantique au Pacifique, a été choisi à titre de «personnalité de l'année», au chapitre des nouvelles.

L'athlète de 20 ans, dont l'extraordinaire course a permis de recueillir près de \$11 millions au bénéfice de la lutte contre le cancer, s'est vu conférer ce titre par les chefs de l'information des journaux et stations de radio et de télévision sociétales de la Presse Canadienne et à sa firme associée, Broadcast News-NTR.

Fonyo a facilement pris les devants sur le premier ministre Brian Mulroney qui s'était attribué ce titre en 1983 et 1984, ainsi que sur le leader syndical Bob White.

Terry Fox, le coureur unijambiste qui a inspiré l'exploit de Fonyo, avait été reconnu comme le Canadien ayant le plus marqué la nouvelle, en 1980 et 1981. Fonyo avait entrepris son incroyable course dans l'ombre de Terry Fox qui a succombé au cancer il y a près de cinq ans, après avoir dû abandonner son Marathon de l'Espoir à mi-chemin. Au cours des derniers mois de son odyssée, Fonyo fut toutefois reconnu pour sa valeur personnelle.

En mars 1984, lorsqu'il trempa sa jambe artificielle dans l'Atlantique, à St. John, Terre-Neuve, Fonyo n'était qu'un adolescent de 18 ans qui, à l'exemple de Terry Fox, avait été amputé de la jambe gauche atteinte du cancer.

Quatorze mois tard, après avoir fait taire les sceptiques, il trempait de nouveau sa jambe, dans le Pacifique cette fois, à Victoria, au cours d'une cérémonie mémorable.

À ceux qui l'acclamaient, il affirmait: «Je ne suis pas un héros. Je ne suis qu'un garçon de 19 ans souffrant du cancer.»

Quatre fois plus

Lors du scrutin pour la Personnalité de l'année, le coureur unijambiste a obtenu quatre fois plus de voix que le premier ministre Mulroney. Ce dernier était suivi de près par le président des Travailleurs unis de l'Auto, Bob White, qui avait présidé à la scission de son syndicat avec l'Internationale américaine et qui avait réglé un conflit chez Chrysler en rencontrant personnellement le président de cette firme, Lee Iacocca. M. White était nez à nez avec le premier ministre David Peterson, de l'Ontario. Les votes accordés à ce dernier étaient toutefois plus concentrés dans sa province.

Plusieurs autres personnalités ont reçu des votes, notamment le premier ministre du Nouveau-Brunswick Richard Hatfield; l'ex-premier ministre de l'Alberta Peter Lougheed; l'ex-premier ministre du Québec René Lévesque; le chanteur rock Bryan Adams; Jim Keegstra, cet instituteur de l'Ouest reconnu coupable de propos racistes; et l'ex-ministre Colin Thatcher, de la Saskatchewan, qui est accusé du meurtre de son épouse.

— d'après CP

VENEZ
VISITER

L'AUTO CARNAVAL GM '86

8.9%

TAUX DE
CRÉDIT DETERME D'AU PLUS
48 MOIS*

VALABLE JUSQU'AU 22 FÉVRIER 86

Nouveau! Programme de financement avantageux maintenant offert à l'achat de certains véhicules neufs 86 de GM et de modèles neufs des années précédentes.

Chevrolet Chevette/Pontiac Acadian
Chevrolet Cavalier/Pontiac Sunbird/Oldsmobile Firenza
Buick Skyhawk/Cadillac Cimarron/Pontiac Fiero
Chevrolet Camaro/Pontiac Firebird

Petits Pickups S-10 Chevrolet/S-15 GMC
Pickups pleine grandeur Chevrolet/GMC

Achetez maintenant et évitez de payer l'augmentation de la taxe de vente Fédérale entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Financement offert
à 8.9% de crédit annuel
(taux fixe)On fait route
ensemble

CHEVROLET • PONTIAC • OLDSMOBILE • BUICK • CADILLAC • CAMIONS GMC ET CHEVY

*A tout acheteur admissible, pour le plein montant financé et ce sur toute la durée du contrat jusqu'à concurrence de 48 mois. Un taux de crédit de 8,9% est offert sur les modèles neufs de 1986 et les modèles neufs des années précédentes. Voir votre concessionnaire GM participant pour tous les détails. Vous devez prendre possession de votre véhicule au plus tard le 22 février 1986.

CORP-786F

Résultats

Tirage du 28-12-85

649 17 21 22 25 39 47 no compte 44
mentaire

	GAGNANTS	LOTS
Prochain tirage:	6/6 0	2 693 008,80\$
mercredi 1er janvier 1986	5/6 + 2	331 901,70\$
	5/6 175	2 900,60\$
Gros lot (approx.):	4/6 11733	83,20\$
1 800 000,00\$	3/6 229 583	10,00\$
	Ventes totales: 13 779 015,00\$	

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.

Super Loto

Tirage du 29-12-85

NUMEROS	LOTS	NUMEROS	LOTS
1 143 311	1 000 000\$	2 336 827	1000 000\$
143 311	50 000\$	336 827	50 000\$
43 311	5 000\$	36 827	5 000\$
33 11	500\$	6 827	500\$
31 1	100\$	827	100\$
11	10\$	27	10\$
1 569 088	1 000 000\$	2 828 903	1 000 000\$
569 088	50 000\$	828 903	50 000\$
69 088	5 000\$	28 903	5 000\$
9 088	500\$	8 903	500\$
088	100\$	903	100\$
88	10\$	03	10\$

5 lots de 100 000\$ (numéros non-décomposables):
019A347 216A168 824A589 144B021 508B176

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

BILAN DE L'ANNÉE À OTTAWA

La guerre des tranchées s'est poursuivie

■ OTTAWA — L'année 1985 avait débuté sous les auspices de la collaboration retrouvée aux Communautés. Douze mois plus tard, les trois partis se retrouvent, comme par le passé, re-tranchés dans leur camp, se disputant un à un les projets de loi dans les heures fiévreuses des fins de session.

DENIS LESSARD
de la Presse Canadienne

À travers les secousses provoquées par les faillites bancaires et le scandale du thon avarié, le gouvernement n'a réussi à faire adopter que 13 des 23 projets de loi déposés depuis la reprise des travaux, en septembre.

Bon indice des tensions existant entre le gouvernement et l'opposition, les conservateurs ont dû avoir recours à sept reprises, en trois mois, à la guillotine pour limiter le temps de débat sur un projet de loi urgent. Ils s'en sont même servi à deux reprises dans le cas du projet C-70, destiné à désindexer les allocations familiales, sans même réussir à en arracher l'adoption avant Noël.

Au cours de leurs 14 derniers mois d'exercice du pouvoir, les libéraux ont eu recours cinq fois à cette mesure d'exception.

Pendant tout l'automne, le ton a monté entre l'opposition aiguillonnée par les sondages et le gou-

vernement souvent impuissant, en dépit de son écrasante majorité (avec 211 députés).

L'acrimonie a atteint un sommet cinq jours avant l'ajournement du 20 décembre. Excédée de voir le gouvernement essayer de passer à la vapeur des bills controversés, l'opposition libérale a paralysé les travaux parlementaires en laissant retentir les cloches du Parlement. Pareille stratégie avait été utilisée par les Tories pendant 16 jours en mars 1982.

Des six bills coincés à la fin de la session, le gouvernement n'a pu obtenir que deux adoptions. D'abord celle du bill C-79 destinée à rembourser les déposants malheureux des deux banques albertaines mises en faillite en septembre, la Banque Commerciale et la Norbanque, puis celle du bill C-81, pour imposer des limites aux commissions prélevées sur les remboursements anticipés d'impôts. Deux jours plus tôt, fut aussi adopté le projet de changement à la répartition des sièges à la prochaine élection.

L'adoption du controversé projet sur la désindexation des allocations familiales (C-70) a été repoussée, à la mi-janvier.

Le bill litigieux sur l'exemption fiscale de \$500 000 (C-84) sera adopté peu après le retour des Communautés, le 13 janvier.

Du point de vue politique, le fait marquant de 1985, en Cham-

bre, est survenu en juin lorsque le gouvernement, subissant les foudres de l'opposition et de l'opinion publique, a réculé sur son intention de désindexer les pensions de vieillesse, comme le voulait le budget du 23 mai déposé par le ministre des Finances Michael Wilson.

Poursuite de la réforme

L'an prochain, le gouvernement poursuivra la réforme parlementaire commencée en 1985. Un comité parlementaire devrait être formé, pour une période d'essai d'un an, afin de réviser les 1900 nominations que peut faire le cabinet. Avant d'accepter cette idée proposée par le comité du député James McGrath, en juin dernier, le gouvernement a toutefois comblé 1200 des postes disponibles. L'an prochain verra se raréfier les motions de défiance susceptibles de renverser un gouvernement, afin que les députés puissent déroger plus facilement aux lignes de partis sans craindre de trop graves conséquences.

On prévoit aussi des mesures plus strictes pour que les députés soient tenus de divulguer leurs intérêts ainsi que les voyages qu'ils se font souvent offrir par le secteur privé.

L'an prochain, le gouvernement devrait aussi préciser ses intentions à l'endroit des lobbyistes, ces démarcheurs travaillant

dans l'ombre, dans les couloirs du gouvernement, pour d'importantes compagnies.

L'année 1985 avait déjà permis l'application de réformes majeures au processus parlementaire. En septembre, on mettait en place de nouveaux comités avec pour mandat d'étudier une loi en particulier. On mettait aussi en place une nouvelle procédure, par vote secret, pour le choix du prochain président des Communautés.

Bills adoptés

L'année 1985 aura vu, au premier semestre, l'adoption de «chevaux de batailles» conservateurs. En mai, on sanctionnait au Parlement le bill sur la revente de sociétés de la Couronne au secteur privé, comme Canadair et De Havilland.

On a adopté en juin le bill démantelant la Société canadienne des paris sportifs. Le même mois, on adoptait des paiements supplémentaires de péréquation, pour le Québec et le Manitoba notamment, et plusieurs lois pour améliorer les programmes de stabilisation pour les fermiers de l'Ouest.

Fut aussi approuvé, après une longue guérilla parlementaire, le bill transformant l'Agence d'examen des investissements étrangers en Investissement Canada, destinée à ouvrir plus largement les frontières aux fonds étrangers.

Le Canada des autres

Michel Vastel



Les conservateurs seront sur la défensive en 1986

■ OTTAWA — Il n'y a que deux provinces — la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve — qui, en 1986, soient assurées de ne pas connaître de campagne électorale. Partout ailleurs, les machines électorales sont sur un pied d'alerte et les hostilités vont commencer, dès le printemps, dans les Prairies: les gouvernements du Manitoba et de la Saskatchewan chercheront en effet à obtenir un deuxième mandat.

Les partis nationaux vont tous surveiller avec anxiété cette année électorale provinciale qui pourrait très bien se terminer sur le score suivant: quatre gouvernements libéraux, trois conservateurs, deux néo-démocrates et un créditiste.

Les conservateurs en particulier, qui contrôlaient sept des neuf provinces du Canada anglais au début de 1985, sont sur la défensive à peu près partout sauf en Alberta, bien sûr, ainsi qu'à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse où il n'y aura pas d'élection avant deux ou trois ans.

Dans l'Est, ce sont les libéraux qui espèrent reprendre deux capitales provinciales tandis que dans l'Ouest, les néo-démocrates prétendent reconquérir la Saskatchewan et conserver le Manitoba. Mais en fait, l'enjeu est plus complexe: c'est en 1986 ou jamais que les libéraux doivent reprendre quelques sièges dans l'Ouest, en Saskatchewan notamment, s'ils veulent qu'on les prenne encore au sérieux sur la scène nationale. Et les néo-démocrates doivent obtenir un ou deux sièges au Nouveau-Brunswick s'ils veulent qu'on les prenne pour autre chose qu'un tiers parti régional.

Des trois chefs de parti nationaux, c'est le premier ministre Brian Mulroney qui risque le moins: il n'y a guère que les néo-démocrates des Prairies, et peut-être le premier ministre de l'Ontario, qui risquent de faire campagne contre lui. Dans l'Est par contre, qu'on soit libéral ou conservateur, on ne mord pas la main fédérale qui nourrit si généreusement les Trésors provinciaux.

John Turner, qui se pose en député de l'Ouest et y passe autant de temps qu'au Québec, surveillera avec anxiété la performance des libéraux de Ralf Goodale en Saskatchewan. Un ancien ministre néo-démocrate me disait récemment qu'ils pourraient arracher quelques sièges, de cinq à sept. Si un tel miracle devait se produire, après des gains modestes à Terre-Neuve le 2 avril 1985, la résurrection du Parti libéral serait consacrée et le leadership de John Turner s'en trouverait définitivement consolidé.

Ed Broadbent commençait hier à parler de sa succession et désignait même le leader des Travailleurs unis de l'automobile comme son dauphin préféré: il ne survivrait pas à un désastre dans les Prairies ni à une marginalisation définitive dans les Maritimes.

Le printemps dans les Prairies

Le néo-démocrate Howard Pawley, au Manitoba, s'approche dangereusement de la fin de son mandat. Élu en novembre 1981, il a renoncé à des élections d'automne pour laisser son nouvel adversaire, le conservateur Garry Filmon, se désintégrer lentement.

Il y a dix-huit mois, dans la foulée du débat sur les droits des Franco-Manitobains, les conservateurs menaient en effet dans les sondages avec 32 points d'avance et on annonçait comme certaine la fin du gouvernement néo-démocrate. Mais Garry Filmon fait actuellement l'objet de critiques, même à l'intérieur de son propre parti, et les néo-démocrates avaient repris, en novembre dernier, cinq points d'avance dans les sondages. Le jugement de la Cour suprême étant rendu et la traduction de toutes les lois du Manitoba étant bien engagée, le débat linguistique est pratiquement clos. Avec 32 sièges, contre 22 aux conservateurs, le parti d'Howard Pawley espère maintenant se faire réélire, contre Brian Mulroney plutôt que contre Garry Filmon.

Le conservateur Grant Devine terminera en avril sa quatrième année au pouvoir et il n'attendra pas la sécheresse, les sauterelles ni une troisième année de mauvaises récoltes à l'automne pour retourner devant l'électorat. Allan Blakeney, premier ministre pendant onze ans, compte alors prendre sa revanche malgré un handicap de 45 sièges (54 conservateurs contre 9 néo-démocrates) à la législature provinciale. Mais c'est surtout le libéral Ralf Goodale qu'il faudra surveiller: à Saskatoon et dans les environs, une étrange coalition de «yuppies», d'Indiens, de Métis et de Francophones pourrait permettre à son parti de revenir dans une imprévisible lutte à trois.

Dans la province voisine de l'Alberta, le successeur de Peter Lougheed, Don Getty, devrait déclencher des élections à l'automne, les conservateurs terminant leur quatrième année le 2 octobre. Les néo-démocrates — 15 p. cent des intentions de vote dans les sondages — et les libéraux — 8 p. cent — se battent pour une lointaine deuxième place dans une législature de 79 fauteuils dont 74 sont occupés par des conservateurs. Mais, dans la pure tradition albertaine des Peter Lougheed et des Ernest Manning, qui ont gouverné tellement longtemps que leur parti ne leur a pas survécu, c'est ailleurs qu'il faut regarder, et notamment vers l'APA (l'Alberta Political Alliance), qui tente de regrouper toutes les forces de droite, du Crédit social à la Confédération of Regions (COR), en passant par le Western Canada Concept (WCC), le Heritage Party et le Representative Party.

L'automne dans l'Est

Le 2 décembre dernier, alors que le pays s'intéressait aux élections québécoises, Staver Huestis enlevait un siège au gouvernement conservateur de l'Île-du-Prince-Édouard par une majorité de 80 votes: une majorité imposante, cependant, dans cette province où le candidat libéral, un fermier de Willmot Valley, recueillait un grand total de 2 446 votes! Mais c'est l'Île-du-Prince-Édouard et une province de 16 circonscriptions seulement qui envoient chacune deux élus — un conseiller et un membre — pour remplir leur Assemblée législative. Le premier ministre, James Lee, au pouvoir depuis le 27 septembre 1982, fait face, dit-on, à une défaite certaine aux mains des libéraux de Joe Ghiz, dont le seul handicap est d'être d'ascendance libanaise. L'Île-du-Prince-Édouard a beau ressembler à un petit conseil municipal, et le premier ministre se faire surnommer le «maire de Charlottetown» par les mandarins d'Ottawa, il a quand même droit à son drapeau et à son fauteuil aux conférences fédérales-provinciales: un symbole non négligeable pour les libéraux.

Plus difficile sera la victoire des libéraux sur le premier ministre Richard Hatfield au Nouveau-Brunswick; tellement difficile que leur chef, Frank McKenna, en doute parfois lui-même. Le premier ministre conservateur vient de fêter ses quinze années de pouvoir et devrait faire face à l'électorat au cours de l'automne prochain. Si on dit de lui que, comme les chats, il a neuf vies, il en a brûlé au moins deux l'an dernier à cause de ses démêlés avec la Gendarmerie royale et son implication dans «l'affaire du thon». Mais la politique au Nouveau-Brunswick ressemble encore beaucoup à ce qu'elle était dans les années 50 au Québec: une époque où le premier ministre gagnait sa réélection en cinq ou six semaines de campagne électorale. Partout ailleurs, les néo-démocrates tenteront de sauver le seul siège qu'il leur reste après que le chef libéral ait débouché l'un des leurs.

Deux élections surprises?

1986 sera d'abord «l'année de l'Expo», à Vancouver. L'événement verra défiler plusieurs conférences nationales, la Reine et deux millions de touristes. Bill Bennett, qui vient de fêter ses dix années de pouvoir, a retrouvé son second souffle et se lance dans une course d'endurance pour battre le record de son père, «Bill premier»: vingt ans au pouvoir. Les néo-démocrates n'ont pas retrouvé, avec Bob Skelly, le charme de Dave Barrett. On prête à Bill Bennett l'intention de déclencher des élections surprises après la fermeture de l'Expo, en octobre 1986, et avant que des factures d'un milliard et demi de dollars ne commencent à rentrer. Mais personne ne doute vraiment de la réélection du Crédit social.

Enfin, le chef libéral de l'Ontario, David Peterson, a signé un Pacte de deux ans avec son homologue néo-démocrate, Bob Rae: en théorie, cela devrait épargner aux Ontariens des élections générales jusqu'au 28 mai 1987. Mais les libéraux souhaitent se débarrasser au plus tôt de cet allié encombrant qui a le NPD et ils sont à l'affût de la moindre excuse pour réclamer une majorité à Queen's Park: l'excuse s'appelle Brian Mulroney, bien entendu! Aucun observateur sérieux ne donne quelque chance que ce soit au nouveau chef conservateur, Larry Grossman. La très stable Ontario — 42 ans de pouvoir conservateur — a consommé trois premiers ministres (Bill Davis, Frank Miller et David Peterson) et trois chefs conservateurs en 1985: elle n'aspire maintenant qu'à un peu de stabilité politique.

École de photographie
MAR/SAN INC.

1600, Berri (Palais du Commerce)
Suite 3116, Montréal H2L 4E4
(Métro Berri-de Montigny)

DEVENEZ
PHOTOGRAPHE
AMATEUR OU PROFESSIONNEL

Cours de jour et de soir
Temps partiel et temps complet.

Niveau collégial
Prêts du gouvernement

Prochaine session: 6 jan. 86 — Prospectus gratuit: 842-8643

ÉCOLE D'INFORMATIQUE
MAR/SAN

1600, Berri (Palais du Commerce)
Suite 3116, Montréal H2L 4E4
(Métro Berri-de Montigny)

POUR UNE CARRIÈRE EN
INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois)
PROGRAMMEUR (8 mois)

NIVEAU COLLÉGIAL
PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session: 20 jan. 86 — Prospectus gratuit: 842-8643

VOEUX DU JOUR DE L'AN

Tous ceux et celles qui désirent rencontrer MONSIEUR PAUL GREGOIRE pour échanger avec lui des vœux pourront le faire le 1er janvier en se rendant, entre 15 h et 16 h 30, à sa résidence au 1071, rue de la Cathédrale. L'Archevêque de Montréal sera heureux de les recevoir personnellement.

À tous, cordiale bienvenue.

MICRO-ONDES

Vous avez reçu un four à micro-ondes à Noël.

Apprenez à connaître votre appareil et ses possibilités en suivant notre prochain cours sur la cuisson au micro-ondes qui débutera le mardi 7 janvier prochain à l'école d'art culinaire de l'Institut national des viandes.

Les places sont limitées,
inscrivez-vous maintenant au **389-8241**.

Permis du ministère de l'Éducation 749653

INSTITUT NATIONAL DES VIANDES INC.
10218, rue Lajeunesse, Montréal Qc H3L 2E2 • Tél.: 389-8241

Haïti le froid?

Haïti c'est chaleur garantie ou argent remis.

Vente du siècle

ÉPARGNEZ \$700 PAR COUPLE

A titre de promotion, **Haïti Tours** ajoute deux autres vols supplémentaires avec départs les 5 et 8 janvier

AVION GRATUIT

ARGENT CANADIEN ACCEPTÉ AU PAIR DANS LES HÔTELS — PRIX PAR PERSONNE EN DOLLARS CANADIENS, DEUX PAR CHAMBRE

8 jours	11 jours	12 jours	15 jours
5 au 12 janvier	du 5 au 15 janvier	du 8 au 19 janvier	5 au 19 janvier
449\$	489\$	519\$	559\$

LES PRIX COMPRENNENT: l'avion, les transferts et l'hôtel sur la plage ou à Port-au-Prince. Non inclus: frais de service de 15% et 15\$ pour la taxe d'aéroport au Canada.

CONDITIONS: le paiement final doit être fait au moment de la réservation. Des restrictions supplémentaires peuvent s'appliquer. Voir les conditions générales dans notre brochure disponible chez votre agent de voyages. Cette offre n'est valable que pour les départs des 5 et 8 janvier 1986.

HAÏTI DÉFIE N'IMPORTE QUELLE DESTINATION SOLEIL CHALEUR GARANTIE OU ARGENT REMIS

Température moyenne en hiver: 30° C

AVEC HAÏTI TOURS LE SOLEIL EST ENCORE BEAUCOUP PLUS CHAUD

Pour renseignements et réservation consultez votre agent de voyages.

Permis du Québec

GBS GENERAL BEARING SERVICE INC.

1326, rue Notre-Dame Ouest
5759, rue Hochelaga
6809, rue Jarry Est
1918, boul. des Laurentides
805, boul. Sainte-Foy (Longueuil)
120A, boul. Sainte-Croix (Saint-Laurent)
(coin Saint-Philippe)

POULIES À COURROIES
Gates

OUVERT LE SAMEDI AVANT-MIDI 937-7423

SERAY AUTO INC.

HYUNDAI STELLAR

CHAMBLY
658-4482

1

2

ET PLUS SUR NOTRE COLLECTION D'HIVER

HELEN PRESTON

1243, BOULEVARD LAIRD
VILLE MONT-ROYAL

Sondages et médias

Ce n'est plus la qualité professionnelle des sondages qui préoccupe la population en temps d'élection. Ils sont dans l'ensemble réputés sûrs et obéissent à des normes méthodologiques éprouvées. Ce qui retient davantage l'attention, surtout au cours de la dernière campagne, c'est plutôt l'usage immodéré qu'en feraient les médias, la fréquence de ces coups de sonde, l'insistance un peu lourde que mettent les commentateurs à les interpréter, enfin le temps, l'espace et le relief que la presse leur accorde.

Dans une lettre parue ces jours derniers en page voisine, un lecteur d'Alma exprime ce point de vue à sa façon, qui est vigoureuse et indignée. C'est un point de vue assez répandu dans la population et qui nous est parvenu sous diverses formes au cours de l'automne. Il vaut la peine de s'y arrêter.

Il faut surtout dépasser l'habituelle réaction des milieux qui sont visés par ces propos, c'est-à-dire les entreprises de presse, les journalistes et les sondeurs. Car, à qui dénonce l'abus des explorations sociales de ce genre, ceux-ci répondent toujours que les sondages, pourvu qu'ils soient accomplis suivant les critères reconnus, constituent une information pertinente, d'intérêt public et qui passionne une fraction importante des lecteurs.

Pourquoi faudrait-il alors en limiter la portée, en diminuer la fréquence, en restreindre la diffusion? Une telle intervention, si l'État s'avisait de l'entreprendre, porterait atteinte à la liberté de l'information. C'est l'évidence. Ce débat a déjà eu lieu, du reste, ici comme en France. L'affaire est donc classée, ce qui donne bonne conscience aux défenseurs du principe sacré de la liberté sans réserve. Essayons d'aller plus loin.

Notre correspondant, qui se fait l'interprète d'un bon nombre de citoyens, n'en doutons pas, estime donc que les médias, en utilisant sans discernement cet instrument de connaissance sociale durant les semaines qui précèdent le scrutin, se soucient peu ou mal de leur influence sur le peuple. Il y voit un «accroc majeur à la démocratie». Il demande grâce pour «les pauvres sondés que nous sommes» et revendique le droit de «pouvoir encore choisir en toute liberté» les élus.

Il ne s'agit pas surtout de savoir s'il a tort ou raison. On doit constater qu'il exprime de la sorte un sentiment qui prévaut à ce sujet dans la société. L'interpellation que lance ce lecteur paraît d'autant plus significative que les sondages ont acquis dans le paysage de la dernière campagne une place et un rôle nettement démesurés au regard des enjeux de la course. Divers facteurs sociaux et culturels, on l'a dit souvent, expliquent sans doute cette banalisation politique au Québec. Il n'en demeure pas moins que la photographie de l'opinion publique, tirée 10 ou 20 fois, semblait plus captivante que les sujets et les candidats appelés à former, sinon à déterminer cette opinion publique.

D'où l'exaspération de beaucoup d'électeurs qui s'étonnent de l'énorme disproportion entre, d'un côté, le chapitre des idées, des programmes et des aspirants et, de l'autre, celui des dissertations plus ou moins judicieuses à propos du comportement d'un corps électoral sous constante observation.

En dernière analyse, c'est aux médias eux-mêmes, bien plus qu'aux pouvoirs publics, que s'adressent les citoyens excédés par l'abus des sondages. Il incombe en effet à la presse de réfléchir aux conséquences d'un foisonnement sauvage des enquêtes et d'une présentation parfois excessive des résultats.

Ne serait-il pas opportun et réaliste, par exemple, de ramener à des dimensions plus modestes l'étalage des sondages réalisés en série pour le compte de groupes politiques et dont les résultats, partiels ou incomplets, sont discrètement communiqués à des salles de rédaction. Il est manifeste que les commanditaires intéressés tentent par là d'influencer indûment l'opinion.

Et pourquoi un journal publierait-il, avec autant d'importance que s'il l'avait lui-même commandé, un sondage à la préparation duquel il n'a point participé? Et pourquoi encore les médias offrirait-ils aux lecteurs, comme vérité nouvelle, des sondages réalisés hâtivement par des maisons naissantes, ou mal connues, qui n'ont, en tout cas, jamais fait leurs preuves auparavant? On pourrait s'interroger encore sur bien d'autres aspects.

Les lecteurs qu'intéresse cette question voudront peut-être nous aider de leurs réflexions en 1986.

Michel ROY

À vaincre sans péril...

La décision surprise du Parti québécois de ne pas présenter de candidat dans le comté de Saint-Laurent contre le premier ministre Robert Bourassa lors de l'élection partielle du 20 janvier prochain est fort habile.

En plus de s'éviter d'enregistrer un autre échec lors de cette journée, le chef de l'Opposition officielle, Pierre Marc Johnson, a décidé d'assombrir en quelque sorte la rentrée parlementaire du chef de l'État. Même s'il a justifié son geste en expliquant que M. Bourassa devait se trouver rapidement un siège à l'Assemblée nationale, il n'en reste pas moins qu'il porte un autre coup bas à l'endroit de celui qui a connu la défaite dans le comté de Bertrand, le 2 décembre dernier, contre le maire de Boucherville, Jean-Guy Parent.

M. Johnson a poussé son sarcasme encore un peu plus loin en souhaitant même que les autres formations politiques ne présentent pas, elles non plus, de porte-couleur contre le chef du PLQ. Mais on ne l'a pas entendu car le Parti indépendantiste, dirigé par Denis Monière, a déjà annoncé qu'il désignerait un candidat de «prestige» contre le premier ministre libéral.

Quant à la décision du Parti québécois, elle a été rendue publique dans un communiqué laconique émis à partir des nouveaux bureaux de M. Johnson, au Parlement, le vendredi 20 décembre. Soit exactement un mois avant le rendez-vous proposé à la population de Saint-Laurent. Ce qui assurait son parti de faire les premières pages des journaux du samedi.

Dans le contexte, le geste posé par le PQ est très sage. Car depuis 1976, le Parti québécois, sous René Lévesque, n'a jamais réussi à faire élire un député dans l'un des 20 comtés qui se sont libérés au cours des neuf dernières années. Si, pour la forme, le PQ avait effectivement décidé de présenter un candidat dans Saint-Laurent, l'exercice se serait soldé par un échec supplémentaire inutile pour M. Johnson à qui certains imputent déjà l'entière responsabilité de la perte du pouvoir. (Ce qui, évidemment, n'est pas exactement le cas.)

Au demeurant, l'élection partielle dans Saint-Laurent, à la suite de la démission du libéral Germain Leduc, n'était de toute façon qu'une simple formalité pour M. Bourassa. Cette circonscription du nord-ouest de Montréal est reconnue depuis des années comme une forteresse libérale avec un nombre considérable d'électeurs anglophones et allophones.

Ainsi le député démissionnaire laisse à son chef un comté où la majorité libérale s'élevait à plus de 16,000 voix aux dernières élections générales. Son principal adversaire, le péquiste Michel Larouche, n'avait obtenu que 6,107 votes.

Le PQ a sans doute voulu faire sien le dicton populaire qui veut qu'à «vaincre sans péril on triomphe sans gloire...». Ce qui ne manquera pas d'être rappelé à Robert Bourassa lorsqu'il fera officiellement sa rentrée à l'Assemblée nationale lors de la reprise des travaux prévue pour mars.

Jacques BOUCHARD



(Tous droits réservés)



(Collaboration spéciale)

Fabienne Larouche

De «Ça bergers» à «Dancing in the Street»

On vit, présentement, la période de l'année la plus intense en réunions familiales et en soirées de toutes sortes. Des rencontres animées, principalement, par la musique.

Un peu de chants anciens, de folklore, de «danses sociales»... pour les aînés, une musique au rythme endiablé et effréné... pour les jeunes. Des goûts musicaux bien éloignés et qui exigent une bonne dose d'abnégation, généralement, de la part des parents.

De fait, pourquoi les jeunes écoutent-ils une musique si excessive dont les paroles sont souvent inaudibles et la mélodie parfois voilée par les bruits?

En l'absence d'une réponse absolue à cette question, on peut, néanmoins, tenter d'expliquer cet engouement qui semble se répéter au fil des générations montantes.

D'abord, est-il besoin de rappeler que le père de famille qui se sent, aujourd'hui, agressé par la musique qu'écoutent ses enfants ne jurait dans les années soixante que par les Beatles et Bob Dylan? Donc, première constatation: la différence des générations et les influences qu'elles subissent.

Il est évident que dans la vie de tous les jours, l'homme de quarante ans et le jeune homme de vingt ans n'auront pas les mêmes préoccupations, ne

seront pas animés par les mêmes désirs, ni les mêmes attentes. Les valeurs de chacun seront différentes et les angoisses vécues, aussi. Un est installé confortablement alors que l'autre cherche à s'affirmer, à prouver qu'il peut réussir.

L'homme de quarante ans qui écoute aujourd'hui du «Middle of the Road» est fidèle à ses idées et aux intérêts qu'il défend: un travail, une famille, des loisirs, des convictions. Une musique douce, mélodieuse qui ne dérange personne, ne déplace rien et surtout pas l'ordre établi. Alors que le jeune homme qui n'a pas «encore» d'intérêts à protéger dans le système (mais qui éventuellement en aura), lui, revendique des changements. Il opte pour une musique dynamique, voire délirante, représentative de sa volonté de parvenir à ses buts; une musique cautionnée par ses pairs et qui sait canaliser sa grande énergie.

De plus, cette musique témoigne, également, d'un refus de structures actuelles tant économiques et politiques que sociales. Un moyen, pour les jeunes, de communiquer leur insatisfaction et leurs doléances. À cet égard, le punk-rock est, indubitablement, la musique contestataire la plus radicale.

Du reste, on remarque que s'ils se différencient de leurs

parents, les jeunes se distinguent, aussi, entre eux. La musique demeure mouvementée, accompagnée d'un rythme rapide, mais elle se particularise par ce qu'elle évoque: plus de violence ou plus d'innocence. Chacune a ses adeptes chez les jeunes. On éprouvera des émotions différentes en écoutant Jagger ou Madonna; et pourtant, Jagger et Madonna expriment une fougue presque analogue. L'unanimité se fait autour du rythme.

Que dire du contenu-parole des chansons — ou plutôt de ce qu'on peut, parfois, en saisir? Des situations de vie propre aux jeunes sont décrites dans la majorité des cas. On en trouve, aussi, qui activent par des fantasmes, l'imagination et conditionne ainsi les comportements.

En fait, ce que recherchent les jeunes ou ce qu'ils atteignent dans cette musique perçue par les plus âgés comme pratiquement démentielle, c'est un rythme avec lequel ils se retrouvent en parfaite harmonie, en affinité profonde. Une musique qui décrit bien le mode de vie qu'ils subissent: affolant, exigeant, contraignant. Une musique à leur image.

Phénomène regrettable, toutefois: la majorité des artistes appréciés par les jeunes ne sont pas d'origine québécoise mais bien d'origine anglo-

saxonne et américaine. Comment expliquer l'impopularité des oeuvres québécoises à ce chapitre?

Serait-ce la mélodie et le rythme choisis qui ne symbolisent pas le style de vie des jeunes? Ou encore, serait-ce la responsabilité des radiodiffuseurs qui négligent de promouvoir la chanson québécoise?

On ne pourrait attribuer la faute aux radiodiffuseurs qui sont soumis à la loi de l'offre et la demande. Ils ne font que livrer le produit exigé par leur clientèle. L'insuccès de la musique d'ici n'est pas, non plus, attribuable à une absence d'intervention étatique. Le contrôle exercé par le CRTC favorise l'essor du talent québécois en imposant aux radiodiffuseurs un contenu minimum de musique de chez nous.

Les goûts musicaux des jeunes sont donc sous l'emprise de l'influence américaine et britannique. Cela n'étonne pas puisque les jeunes participent à une culture universelle drainée par les États-Unis.

Mais les plus récents succès de deux artistes canadiens, Corey Hart et Bryan Adams, autant au Québec qu'à l'étranger, pourront inspirer et motiver les jeunes à créer une musique adaptée à leur rythme comme à leur environnement. Une musique plus représentative mais toujours aussi dérangeante.

REVUE DE PRESSE

La résistance d'un peuple

Le sixième anniversaire de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan n'a pas été oublié des éditorialistes parisiens.

Pour *Le Figaro* (opposition), c'est la foi qui a sauvé le peuple afghan: «Contre chars et bombes, mines et missiles, armes chimiques et commandos d'élite, la résistance a tenu. Mieux: au fil des combats, elle s'est renforcée. (...)»

Des «matérialistes historiques» pouvaient-ils comprendre l'âme d'un peuple? Notamment de ce peuple, dont ils jugeaient la société arriérée et comptaient pour rien la ferveur religieuse? (...) Les résistants afghans ont tenu tête par la force de leur foi.

Les Soviétiques se sont heurtés au noyau dur de l'inconscient collectif du peuple af-

ghan. Leurs divisions ne vaincront pas, malgré toutes leurs armes. Elles sont atteintes dans leur moral. (...)»

L'Afghanistan entre aujourd'hui dans sa septième année de guerre. Le monde peut saluer la résistance de ce peuple, qui a opposé à la force matérielle la révolte de l'âme.

Pour *Libération* (indépendant de gauche), «la guerre en Afghanistan est une guerre sans vainqueur ni vaincu»: «Face à cet enlèvement, l'URSS de Gorbatchev a fourni quelques indices en 1985 qui laissent penser qu'elle veut trouver une solution autre que militaire à ce conflit. (...)» En URSS même, les médias multiplient pour la première fois les reportages qui montrent les horreurs de la guerre. (...)»

Ce conflit n'est plus honteux ni

secret. Est-ce pour accroître la résolution du peuple soviétique devant les sacrifices que nécessitent les devoirs de l'internationalisme prolétarien, est-ce pour montrer à l'opinion publique que cette guerre est insupportable et que l'on doit y trouver une fin? Selon les Américains, Gorbatchev a donné l'impression à Genève qu'il voulait trouver un moyen pour sortir de ce combat douloureux décidé il y a six ans par autre que lui. (...)»

Néanmoins, pour l'instant, rien de concret n'est sorti de ce que certains interprètent comme une inflexion de la politique soviétique.

Pour *Le Quotidien de Paris* (indépendant de droite), ce «septième hiver afghan» est la preuve que rien n'a changé en URSS: «L'Afghanistan entre

dans son septième hiver. Un terrible hiver russe. (...)»

Les journalistes sont hors la loi, clandestins, interdits. Aussi cette sale guerre des Soviétiques se fait de plus en plus rare dans les journaux et sur les écrans. Et du silence naît trop vite l'oubli. (...)»

Brejev a commencé cette guerre, Andropov et Tchernenko l'ont continuée et Gorbatchev la poursuit. Que ceux qui s'obstinent à voir dans le nouveau maître du Kremlin, le libéral qu'il voudrait bien paraître, que ceux-là méditent la leçon afghane. (...)»

Le martyre du peuple afghan est la pour témoin que rien encore n'a changé en URSS. Avant de croire au dégel il faut que l'hiver russe s'éloigne de l'Afghanistan. En attendant, il ne faut pas oublier.

Agence France-Presse

DOCUMENT

La paix est une valeur sans frontières Du nord au sud, de l'est à l'ouest: une seule paix

Voici le message de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II pour la célébration de la Journée mondiale de la Paix, le 1^{er} janvier 1986.

1. La paix comme valeur universelle

Au commencement de cette nouvelle Année, m'inspirant du Christ, le Prince de la Paix, je renouvelle mon engagement et celui de toute l'Eglise catholique pour la cause de la paix. Et en même temps, j'adresse à chaque personne et à tous les peuples de la terre un salut sincère et mes vœux les meilleurs: la paix pour tous! La paix dans tous les cœurs! La paix est une valeur si importante qu'elle doit être de nouveau proclamée et défendue par tous. Il n'est pas un cœur humain qui ne retire un bien de la paix. Il n'est pas un cœur humain qui ne soit comme transporté, lorsque prévaut la paix. Toutes les nations de l'univers ne peuvent pleinement réaliser leurs destinées étroitement liées entre elles, que si elles cherchent ensemble la paix comme valeur universelle.

A l'occasion de cette dix-neuvième Journée mondiale de la Paix et en l'Année internationale de la Paix, proclamée par l'Organisation des Nations unies, je propose à chacun, comme message d'espérance, ma propre conviction, à savoir que «la paix est une valeur sans frontières». Elle est une valeur qui correspond aux espoirs et aux aspirations de tous les peuples et de toutes les personnes, les jeunes et les anciens, les hommes et les femmes de bonne volonté. C'est ce que je proclame à chacun et spécialement à ceux qui ont mission de guider le monde.

La question de la paix comme valeur universelle a besoin d'être considérée avec une grande honnêteté intellectuelle et une grande sincérité, avec un sens aigu de la responsabilité envers soi-même et envers tous les peuples de la terre. Je voudrais demander à ceux qui sont responsables des décisions politiques concernant les rapports entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, de se persuader qu'il ne peut exister qu'une SEULE PAIX. Ceux qui orientent l'avenir du monde, quelles que soient leur philosophie politique, leur appartenance à un système économique ou leurs convictions religieuses, sont tous appelés à apporter leur aide à la construction d'une paix unique, fondée sur la justice sociale, sur la dignité et les droits de toute personne humaine.

Cette tâche exige une ouverture d'esprit totale vis-à-vis de toute l'humanité et la conviction que toutes les nations du monde sont liées les unes aux autres. Ces liens mutuels s'expriment par une interdépendance qui peut se révéler profondément bénéfique ou profondément nuisible. Ainsi, la solidarité et la coopération à l'échelle mondiale constituent des impératifs éthiques, qui font appel à la conscience des individus et au sens des responsabilités de toutes les nations. C'est dans ce contexte des impératifs éthiques que je m'adresse au monde entier en ce 1^{er} janvier 1986, afin d'affirmer la valeur universelle de la paix.

2. Menaces pour la paix

En mettant en évidence cette conception de la paix, à l'aube de la nouvelle Année, nous sommes profondément conscients que la paix est aussi une valeur qui repose sur des bases très fragiles, dans la situation actuelle. A première vue, notre intention délibérée de faire de la paix un impératif absolu peut paraître utopique, car notre monde fait preuve, à l'évidence, de la priorité qu'il accorde de manière excessive à l'intérêt particulier, lorsque des groupes s'opposent sur le plan politique, économique et idéologique. Sous l'emprise de ces systèmes, les chefs et les divers groupes sont entraînés dans la poursuite de leurs objectifs propres et de leurs ambigües desirs de pouvoir, de progrès et de richesse, sans tenir suffisamment compte des nécessités et des devoirs qui impliquent la solidarité et la coopération internationales en vue du bien commun de tous les peuples constituant la famille humaine.

Dans cette conjoncture, des blocs sont formés et entretenus, ils divisent et opposent les peuples, les groupes et les individus, rendant la paix précaire et élevant de sérieux obstacles au développement. Les positions se durcissent et le désir démesuré de garder l'avantage ou d'augmenter sa part d'influence devient souvent le motif dominant dans l'action. Cela conduit à l'exploitation des autres, et cette spirale tend à une polarisation qui est alimentée par les effets de l'intérêt égoïste et par une méfiance croissante envers les autres. Dans une telle situation, ce sont le petit et le faible, le pauvre

et le sans-voix qui souffrent le plus. Cela peut se produire de manière directe, lorsqu'un peuple pauvre et relativement sans défense est assujéti par la force. Cela peut également arriver indirectement, quand le pouvoir économique est utilisé pour dépouiller les gens de leur part légitime de biens, et pour les maintenir dans un état de dépendance socio-économique, générateur de mécontentement et de violence. Les exemples sont malheureusement trop nombreux aujourd'hui.

Le spectre des armes nucléaires, qui a précisément son origine dans l'opposition entre l'Est et l'Ouest, demeure l'exemple le plus irréductible. Les armes nucléaires ont une si puissante capacité de destruction et les stratégies nucléaires sont tellement globales dans leurs conceptions que l'imaginaire populaire est souvent paralysé par la peur. Cette crainte n'est pas sans fondement. L'unique manière de faire face à la peur légitime des conséquences d'une destruction nucléaire est de faire progresser les négociations pour la réduction des armes nucléaires et de s'accorder mutuellement sur les mesures qui diminueront l'éventualité d'une guerre nucléaire. Je voudrais demander aux puissances nucléaires de réfléchir encore une fois à leurs très graves responsabilités morales et politiques en ce domaine. C'est une obligation que certains ont acceptée juridiquement dans le cadre d'accords internationaux; mais, c'est un devoir pour tous, en raison de la corresponsabilité fondamentale en ce qui concerne la paix et le développement.

Cependant la menace des armes nucléaires n'est pas la seule manière de rendre le conflit permanent et croissant. L'augmentation de la vente et de l'achat des armes, conventionnelles mais très sophistiquées, produit de terribles résultats. En effet, si les grandes puissances ont évité un conflit direct, leurs rivalités se sont souvent exercées dans d'autres parties du monde. Des conflits locaux et des divergences régionales ont été aggravés et prolongés à cause de la fourniture d'armes par des pays riches et de l'apport d'idéologies de la part de puissances qui recherchent des avantages dans une région en exploitant la condition des pauvres et des sans-défense.

Le conflit armé n'est pas la seule situation où les pauvres supportent une part des fardeaux du monde actuel. Même lorsqu'ils sont préservés d'un tel fléau, les pays en voie de développement doivent faire face à des défis formidables. Sous ses nombreux aspects, le sous-développement est une menace toujours croissante pour la paix mondiale.

En effet, entre les pays qui constituent le «bloc Nord» et ceux qui forment le «bloc Sud», il existe un abîme socio-économique séparant les riches des pauvres. Les statistiques des dernières années montrent des signes d'amélioration en quelques pays, mais elles prouvent aussi l'élargissement de la différence dans un trop grand nombre d'autres. En outre, il y a l'imprévisible et fluctuante situation financière qui a un impact direct sur des pays considérablement endettés luttant pour parvenir à un développement effectif.

Dans ces conditions, la paix comme valeur universelle est en grand danger. Même s'il n'existe pas de véritable conflit armé là où règne l'injustice, c'est de fait une cause ou un facteur potentiel de conflit. En tout cas, une situation de paix au sens plein du mot ne peut coexister avec l'injustice. La paix ne peut être réduite à une simple absence de conflit; elle est la tranquillité et la plénitude de l'ordre. Elle est compromise par l'exploitation socio-économique de la part de groupes d'intérêt qui agissent sur le plan international ou jouent le rôle d'élites à l'intérieur des pays en voie de développement. Elle est compromise par les divisions sociales opposant les riches aux pauvres, entre les États ou à l'intérieur des États. Elle est compromise, lorsque l'usage de la violence engendre les fruits amers de la haine et de la division. Elle est compromise, quand l'exploitation économique et les tensions internes dans les structures sociales laissent les personnes sans défense et déçues, proie facile pour les forces destructrices de la violence. Comme valeur, la paix est continuellement compromise par des droits acquis, par des interprétations divergentes et opposées; elle peut même être habilement manipulée au service d'idéologies et de systèmes politiques ayant comme but ultime la domination.

3. Pour surmonter la situation actuelle

Il y a ceux qui prétendent que la situation actuelle est normale et



Sa Sainteté Jean-Paul II

inévitables. On dit que les relations entre les individus et entre les États sont caractérisées par un conflit permanent. Cette perspective théorique et politique se traduit dans un modèle de société et un type de relations internationales dominés par la compétition et l'antagonisme, dans lesquels le plus fort l'emporte. La paix, née dans un tel cadre, ne peut être qu'un «arrangement»; ce genre de paix cherche moins à résoudre les tensions dans la justice et l'équité qu'à gérer les différends et les conflits de façon à maintenir une sorte d'équilibre qui préservera tout ce qui sert les intérêts de la partie dominante. Il est clair que la «paix» construite et maintenue à partir de l'injustice sociale et d'un conflit idéologique ne deviendra jamais une paix véritable pour le monde. Une telle paix ne peut parvenir à régler les causes réelles des tensions mondiales ou à donner au monde la vision et les valeurs susceptibles de mettre fin aux divisions représentées par les pôles Nord-Sud et Est-Ouest.

A ceux qui pensent que les blocs sont inévitables, nous répondons qu'il est possible, et en vérité nécessaire, de construire de nouveaux modèles de société et de relations internationales, qui assureront la justice et la paix sur des bases stables et universelles. En vérité, un réalisme salutaire fait penser que de tels modèles ne peuvent être simplement imposés d'en haut ou du dehors, ni réalisés uniquement par des méthodes et des techniques. La raison en est que les racines les plus profondes des oppositions et des tensions qui détériorent la paix et compromettent le développement se trouvent dans le cœur de l'homme. C'est surtout le cœur et les comportements des personnes qui doivent être changés; et cela nécessite un renouvellement, une conversion de la part des personnes.

Si nous étudions l'évolution de la société au cours des dernières années, nous pouvons constater non seulement des blessures profondes mais également des signes de détermination chez beaucoup de nos contemporains et dans de nombreuses nations, qui veulent surmonter les obstacles actuels afin de faire advenir un nouveau système international. C'est là le chemin que l'humanité doit prendre si elle veut entrer dans une ère de paix universelle et de développement intégral.

4. Le chemin de la solidarité et du dialogue

Tout nouveau système international susceptible de surmonter la logique des blocs et des forces antagonistes doit être fondé sur l'engagement personnel de chacun à faire des besoins essentiels de l'humanité le premier impératif de la politique internationale. Aujourd'hui d'innombrables êtres humains, dans toutes les parties du monde, ont acquis un vif sentiment de leur égalité fondamentale, de leur dignité et de leurs droits inaliénables. Et en même temps, on prend de plus en plus conscience que l'humanité a une profonde unité d'intérêts, de vocation, de destin, et que tous les peuples sont appelés à former une seule famille dans la diversité de leurs richesses et de leurs caractéristiques nationales. En outre, il devient clair que les ressources ne sont pas illimitées et que les besoins sont immenses. Par conséquent, plutôt que de gaspiller ces ressources ou de les consacrer à la fabrication d'armes mortelles de destruction, il est nécessaire de s'en servir avant tout pour satisfaire les besoins prioritaires et fondamentaux de l'humanité.

Il est également important de relever que l'on est de plus en plus conscient du fait que la réconciliation, la justice et la paix entre les individus et entre les nations — étant donné le stade où est parvenue l'humanité et les très graves menaces qui pèsent sur son avenir — ne représentent pas seulement un noble objectif ne concernant que quelques idéalistes, mais une condition de survie à proprement parler. Il est donc de nécessité vitale aujourd'hui d'établir un ordre fondé sur la justice et la paix, et cet impératif vaut pour tous les peuples et tous les régimes, au-delà des idéologies et des systé-

mes. En même temps que l'on considère le bien commun propre à une nation, il faut aller au-delà et prendre en considération le bien commun de toute la famille des nations, et c'est là, très clairement, un devoir de nature éthique et juridique.

Le vrai chemin qui mène à une communauté mondiale où régneront la justice et la paix sans frontières parmi tous les peuples et sur tous les continents est le chemin de la solidarité, du dialogue et de la fraternité universelle. C'est le seul chemin possible. Les relations et les systèmes politiques, économiques, sociaux et culturels doivent être imprégnés par les valeurs de solidarité et de dialogue qui, à leur tour, demandent à prendre une dimension institutionnelle sous la forme des organismes spécialisés de la communauté mondiale veillant au bien commun de tous les peuples.

Il est clair que, afin de réaliser effectivement une communauté mondiale de ce type, il faut abandonner les attitudes mentales et les conceptions politiques contaminées par la soif du pouvoir, par des idéologies, par la défense de ses propres privilèges et de sa richesse, et il faut les remplacer par une disposition au partage et à la collaboration avec tous dans un esprit de confiance mutuelle.

Cet appel à reconnaître l'unité de la famille humaine a des répercussions très réelles sur notre vie et sur notre engagement en faveur de la paix. Cela veut dire avant tout que nous rejetons toute forme de pensée qui incline à diviser et à exploiter. Cela veut dire que nous nous engageons en faveur d'une solidarité nouvelle, la solidarité de la famille humaine. Cela veut dire qu'on regarde les tensions Nord-Sud et qu'on les replace dans le cadre de relations nouvelles, de la solidarité sociale de tous. Cette solidarité sociale amène à se mettre honnêtement en face de l'abîme qui existe aujourd'hui, en refusant en même temps tout déterminisme économique. Elle reconnaît la grande complexité d'un problème que l'on a trop longtemps laissé échapper à toute maîtrise, mais qui peut encore être résolu par des hommes et par des femmes qui se considèrent fraternellement solidaires avec toute autre personne sur cette terre. Il est vrai que les changements des formes de croissance économique ont affecté toutes les parties du monde et pas seulement les plus pauvres. Mais la personne qui estime que la paix est une valeur universelle voudra saisir cette occasion pour réduire les différences entre le Nord et le Sud et favoriser les relations qui les associeront plus étroitement. Je pense aux prix des matières premières, aux besoins en savoir-faire technologique, à la formation des travailleurs, à la productivité potentielle de millions de chômeurs, à la dette que supportent les nations pauvres et à un usage meilleur et plus responsable des crédits dans les pays en voie de développement. Je pense à ces éléments si nombreux qui, isolément, ont provoqué des tensions et qui, réunis, ont polarisé les relations Nord-Sud. Tout cela peut et doit être changé.

Si donc la justice sociale est le moyen de s'acheminer vers la paix pour tous les peuples, cela signifie que nous considérons inséparablement la paix comme le fruit de relations justes et honnêtes dans tous les aspects de la vie des hommes sur cette terre — aspects sociaux, économiques, culturels et moraux. Se convertir à cette attitude de solidarité sociale permet également de mettre en lumière les faiblesses de l'état actuel des relations Est-Ouest. Dans mon message à la deuxième Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement, j'avais examiné beaucoup des éléments indispensables pour améliorer la situation existant entre les deux principaux blocs de l'Est et de l'Ouest. Toutes ces mesures recommandées alors et réaffirmées depuis reposent sur la solidarité des membres de la famille humaine cheminant d'un même pas sur le chemin du dialogue. Le dialogue peut ouvrir bien des portes fermées par les tensions qui ont marqué les relations entre l'Est et l'Ouest. Le dialogue est le moyen par lequel les individus se découvrent mutuellement et découvrent les espoirs et les aspirations à la paix qui trop souvent restent cachés au fond de leurs cœurs. Le dialogue authentique dépasse les idéologies, et les gens se rencontrent au niveau des réalités humaines de leur vie. Le dialogue brise les opinions préconçues et les barrières artificielles. Le dialogue met les personnes en contact entre elles et leur fait découvrir qu'elles sont membres d'une même famille humaine, dans la riche diversité de leurs cultures et de leurs histoires. La conversion du cœur engage les gens à promouvoir la fraternité universelle; et le dialogue aide à atteindre cet objectif.

Aujourd'hui, ce dialogue est plus que jamais nécessaire. En effet, si l'on ne tient compte que des armes, et des systèmes d'armement, des stratégies militaires et des alliances, tout cela devient moyen d'intimidation, source de mécontentement de part et d'autre, et engendre cette terreur qu'éprouvent tant d'hommes actuellement. Le dialogue, au contraire, considère

dans ces instruments leurs influences sur la vie humaine. Je pense tout d'abord aux différents dialogues entrepris à Genève et qui ont pour but de négocier les réductions et les limitations des armements. Mais il y a aussi les dialogues qui sont en cours dans le cadre du processus multilatéral entrepris à partir de l'Acte final d'Helsinki et la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Ce processus sera de nouveau examiné l'année prochaine à Vienne et poursuivi. En ce qui concerne le dialogue et la coopération entre le Nord et le Sud, on peut penser aux responsabilités importantes confiées à des organismes tels que la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD), et la Convention de Lomé qui engage la Communauté européenne. Je pense aussi à tous les dialogues qui peuvent s'instaurer quand les frontières sont ouvertes et que les personnes peuvent circuler librement. Je pense au dialogue qui s'établit quand une culture est enrichie par l'apport d'une autre culture, lorsque les universitaires communiquent librement, lorsque les travailleurs se réunissent librement, lorsque les jeunes unissent leurs forces en vue de l'avenir, et que les personnes âgées ne sont pas séparées de ceux qui leur sont chers. Le chemin du dialogue est un chemin de découvertes, et plus nous avançons dans la découverte de l'autre, plus nous sommes capables de substituer aux tensions du passé des liens de paix.

5. Des relations nouvelles fondées sur la solidarité et le dialogue

Dans un esprit de solidarité et avec les moyens du dialogue, nous apprendrons:

- le respect de toute personne humaine;
- le respect des valeurs authentiques et des cultures chez les autres;
- le respect de l'autonomie légitime et de l'autodétermination des autres;

nous apprendrons:

- à regarder au-delà de nous-mêmes, afin de comprendre et de soutenir ce qui est bon chez les autres;

- à engager nos propres ressources dans la solidarité sociale en faveur du développement et de la croissance fondés sur l'équité et la justice;
- à établir les structures qui permettront à la solidarité sociale et au dialogue de devenir des caractéristiques permanentes du monde où nous vivons.

Les tensions que provoquent les deux blocs seront remplacées avec succès par les relations mutuelles de la solidarité et du dialogue quand nous apprendrons à insister sur la primauté de la personne humaine. La dignité de la personne et la défense de ses droits humains sont en cause, parce qu'elles sont toujours compromises d'une manière ou d'une autre par les tensions et les divergences entre les blocs dont nous avons parlé. Cela peut se produire dans des pays où de nombreuses libertés individuelles sont garanties mais où l'individualisme et la consommation faussent et dénaturent les valeurs de la vie. Cela se produit dans les sociétés où la personne est étouffée par la collectivité. Cela peut se produire dans de jeunes pays impatientes de prendre le contrôle de leurs propres affaires mais qui sont souvent entraînés dans certaines politiques par les grandes puissances, ou séduits par la soif du gain immédiat aux dépens du peuple lui-même. Dans tous ces cas, il nous faut insister sur la primauté de la personne.

6. La vision et

l'engagement chrétiens

Mes frères et sœurs dans la foi chrétienne trouvent en Jésus Christ, dans le message de l'Évangile et dans la vie de l'Eglise des raisons élevées et aussi des motifs plus puissants pour travailler de toutes leurs forces à l'avènement d'une seule et même paix dans notre monde d'aujourd'hui. La foi chrétienne est centrée sur Jésus Christ, qui étend les bras sur la croix afin de rassembler les enfants de Dieu dispersés (cf. Jn 11, 52), de détruire la barrière qui les séparait (cf. Ep 2, 14) et de réconcilier les peuples dans la fraternité et la paix. La croix, élevée au-dessus du monde, embrasse d'une manière symbolique le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, et a le pouvoir de les réconcilier.

Éclairés par la foi, les chrétiens savent que si le monde est un lieu de divisions, de tensions et de rivalités, marqué par l'opposition des blocs et d'injustes inégalités, alors qu'il pourrait être un lieu de fraternité véritable, il faut en rechercher la cause ultime dans le péché, c'est-à-dire dans le désordre moral de l'homme. Mais les chrétiens savent aussi que la grâce du Christ, qui peut transformer cette condition humaine, est continuellement proposée au monde, car là «où le péché s'est multiplié, la grâce a surabondé» (Rm 5, 20). L'Eglise, qui continue l'œuvre du Christ et dispense sa grâce rédemptrice, a précisément pour mission la réconciliation de tous les individus et de tous les peuples dans l'unité, la fraternité et la paix. «Promouvoir l'unité, dit le

Concile Vatican II, s'harmonise avec la mission profonde de l'Eglise, puisqu'elle est «dans le Christ, comme le sacrement, c'est-à-dire à la fois le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu, et de l'unité de tout le genre humain» (Gaudium et spes, n. 42). L'Eglise, qui est une et universelle dans la diversité des peuples qu'elle rassemble, «peut être un lien très étroit entre les différentes communautés humaines et entre les différentes nations, pourvu qu'elles lui fassent confiance et lui reconnaissent en fait une authentique liberté pour l'accomplissement de sa mission» (ibid.).

Cette vision et ces exigences qui jaillissent du cœur même de la foi devraient en premier lieu inciter tous les chrétiens à prendre toujours plus conscience de situations qui sont en contradiction avec l'Évangile, afin de les purifier et de les redresser. Et, en même temps, les chrétiens devraient reconnaître et apprécier les signes positifs qui montrent que des efforts sont entrepris pour porter remède à ces situations; efforts qu'ils ont le devoir d'encourager, de soutenir et d'intensifier de manière efficace.

Animés par une vivante espérance, capables d'espérer contre toute espérance (cf. Rm 4, 18), les chrétiens doivent dépasser les barrières des idéologies et des systèmes, afin d'entrer en dialogue avec tous les hommes de bonne volonté et de créer de nouveaux liens et de nouvelles formes de solidarité. A cet égard, je voudrais exprimer ma vive appréciation et mes félicitations à tous ceux qui, bénévolement, travaillent au niveau international et se dévouent dans toutes sortes d'activités qui visent à créer, au-dessus des différents blocs, des liens fondés sur le partage et la fraternité.

7. L'Année internationale de la Paix: appel final

Chers amis, vous tous frères et sœurs, au commencement d'une nouvelle année, je vous renouvelle mon appel à renoncer aux hostilités, à briser les chaînes des tensions qui existent dans le monde. Je vous le demande instamment: transformez ces tensions entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest en liens nouveaux de solidarité sociale et de dialogue. L'Organisation des Nations unies a proclamé l'année 1986 Année internationale de la Paix. Ce noble effort mérite notre encouragement et notre soutien. Quelle meilleure route pourrions-nous prendre pour servir les fins de cette Année de la Paix que celle qui vise à faire des relations Nord-Sud et Est-Ouest les bases d'une paix universelle?

J'en appelle à vous, hommes d'État et hommes politiques: prenez les orientations qui encourageront les gens à redoubler d'effort dans ce sens.

J'en appelle à vous, hommes d'affaires, vous qui êtes responsables des organismes financiers et commerciaux: reconsidérez vos responsabilités envers tous vos frères et sœurs.

J'en appelle à vous, responsables de la stratégie militaire, officiers, savants et techniciens: faites usage de vos compétences dans des domaines qui puissent favoriser le dialogue et la compréhension.

J'en appelle à vous qui souffrez, qui êtes handicapés, diminués physiquement: offrez vos prières et vos vœux pour que soient brisées les barrières qui divisent le monde.

Vous tous, qui croyez en Dieu, j'en appelle à vous: chaque jour de votre vie, vivez conscients d'être membres de la seule et même famille des enfants de Dieu le Père.

A vous tous, à chacun de vous, jeunes et anciens, faibles et puissants, je vous le demande: choisissez la paix comme la grande valeur qui unifie vos vies. Où que vous viviez sur cette terre, je vous exhorte instamment à rechercher dans la solidarité et le dialogue sincère.

La paix comme valeur sans frontières: du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, partout un seul peuple uni dans une seule Paix.

Jean-Paul II

le cabé Laurier
394, Laurier ouest,
Montreal 273-2484

N.B.

- Prière d'être accordée sous cette rubrique aux lettres d'intérêt général se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE. La concision est de rigueur.
- Les correspondants doivent inscrire fidèlement leurs noms, adresses et numéros de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues ni à retourner les lettres, manuscrites ou autres documents non postés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Nous ne respectons la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres courtes, à: Tribune Libre, LA PRESSE, C.P. 4000, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M7.

La nostalgie des chevaux de bois et des jouets anciens

■ Les jouets que l'on offre aux enfants durant la période des Fêtes ou encore à l'occasion de leur anniversaire reflètent généralement les conditions socio-économiques de l'époque.

De nos jours, les jouets ont plutôt tendance à mettre en valeur les progrès de la science sous la forme de robots ou de gadgets électroniques, nos idoles modernes, mais au début du XXe siècle, c'était davantage la société rurale que l'on reflétait sous la forme de chevaux de bois, d'animaux de ferme ou de soldats de bois.

Il faut cependant reconnaître que les poupées n'ont pas perdu leur attrait puisque les fillettes actuelles sont toujours aussi charmées par les « bouts de choux » que ne l'étaient leurs grands-mères au début du siècle par les poupées de porcelaine, de plâtre ou de pierre.

De même, les jouets de première enfance n'ont guère évolués puisqu'autant au XIXe siècle

qu'en 1985, le hochet demeure toujours le premier éveillé du bébé au monde qui l'entoure.

Dès qu'il est en mesure de se trainer par terre, l'enfant moderne est aussi attiré par les jeux de blocs que l'était son ancêtre.

Texte:
CLAUDE-V. MARSOLAIS
Photos:
J.-Y. LÉTOURNEAU

Mais un garçonnet du début du siècle ne se reconnaîtrait cependant plus dans la panoplie des jouets modernes qui représentent l'état de la technique actuelle avec ses autos téléguidées, ses jeux vidéos ou ses supermen, lui qui devait se contenter du cheval de bois, du grenadier ou encore du traineau à chien et de la luge.

Mais les bébés d'aujourd'hui, tout comme ceux d'hier, sont aussi attirés par les moindres bruits qui les inquiètent et les captivent, comme ceux d'un hochet ou d'un

grelot. Puis, ils s'en lassent, préférant s'amuser avec des jouets qui sont à l'image du monde adulte qui les entoure. Animaux de ferme et locomotives au début du siècle, autos, robots, fusées et jeux vidéos de nos jours.

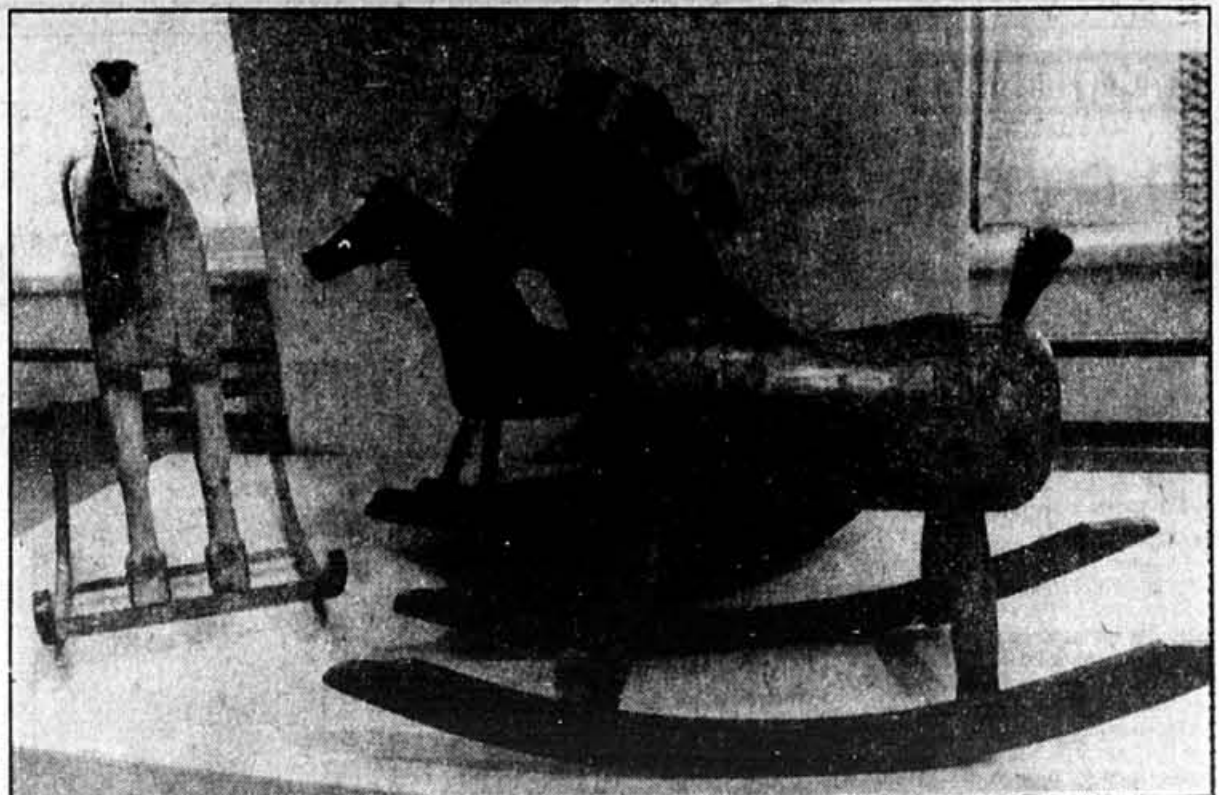
Les premiers jouets mécaniques (autos, omnibus et camions à ressort) ont été lancés par les Allemands un peu avant la Première Guerre mondiale mais les Américains ont vite profité du blocus de la guerre pour envahir le marché avec leurs produits.

Les jouets modernes ont cependant perdu le prestige des jouets anciens qui étaient fabriqués la plupart du temps de façon artisanale par les parents. Ces magnifiques chevaux de bois à bascule que le chef de famille façonnait dans son étable et qu'il peignait en sang de boeuf ou encore ces petites commodes ou bers à jonquille qu'il destinait à ses filles.

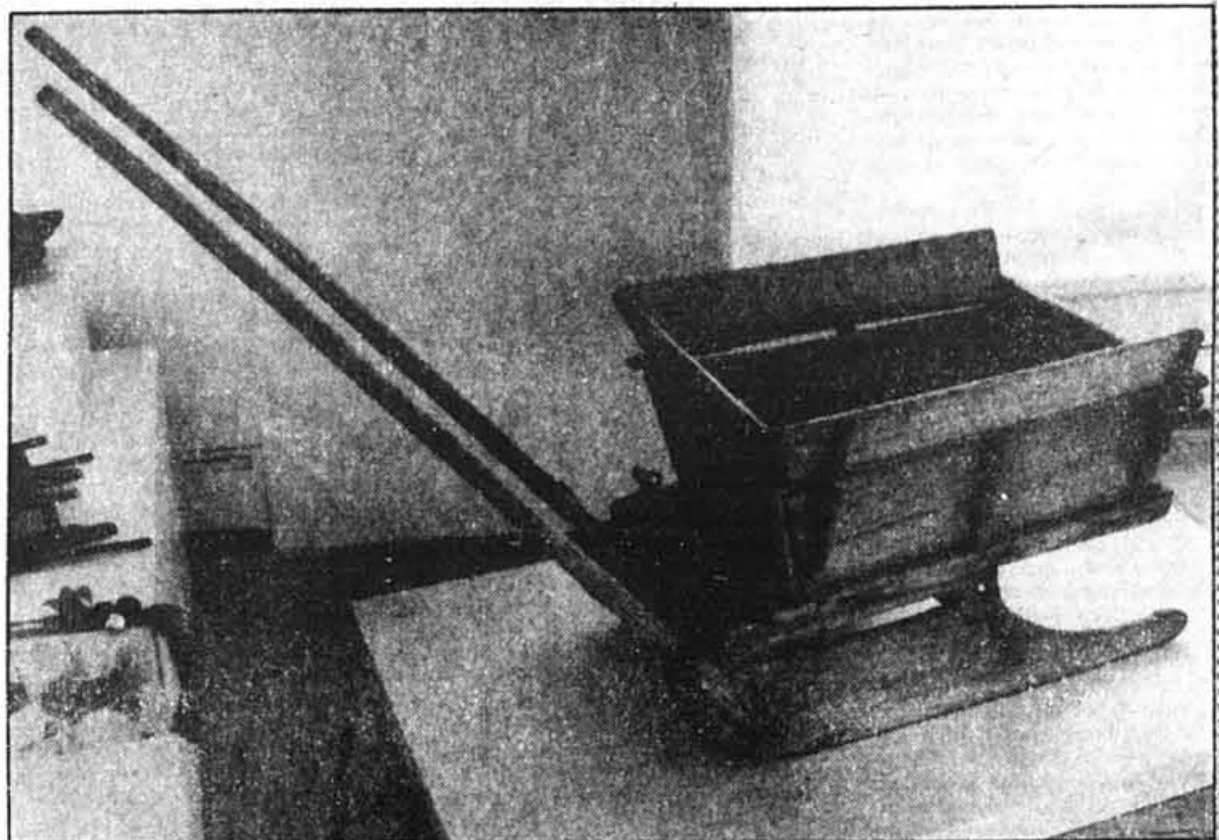
L'historien Robert-Lionel Séguin a retracé l'histoire des jouets anciens au Québec. Il signale que le hochet et le grelot étaient déjà utilisés vers la fin du XVIIe siècle en Nouvelle-France tandis que le jeu de blocs serait apparu au début du XIXe siècle. Quant au cheval de bois sur roulettes ou à bascule, il s'est surtout répandu au XIXe siècle.

Quant au Père Noël, bien qu'il ait été commercialisé par les Américains, sa figure mythique était déjà représentée au XIXe siècle sous les traits d'un vieillard barbu et débonnaire.

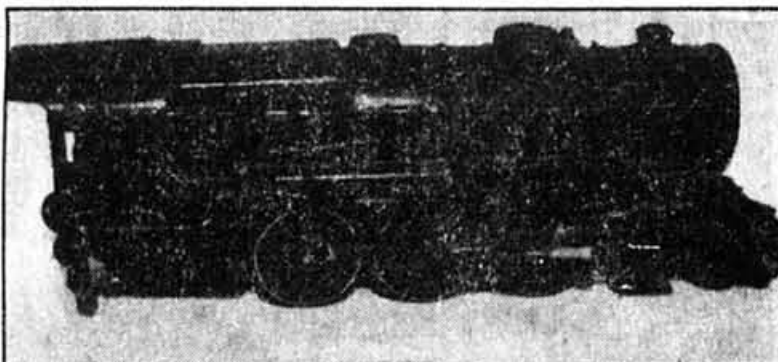
Les personnes qui ont la nostalgie des jouets anciens devraient profiter de leur moment de loisir durant la période des Fêtes pour visiter le musée régional de Vaudreuil-Soulanges (431 boul. Roche à Vaudreuil) où l'on expose la collection de jouets anciens de Robert-Lionel Séguin jusqu'au 12 janvier. Dans la semaine de Noël et du Jour de l'An, le musée sera ouvert les samedi et dimanche seulement.



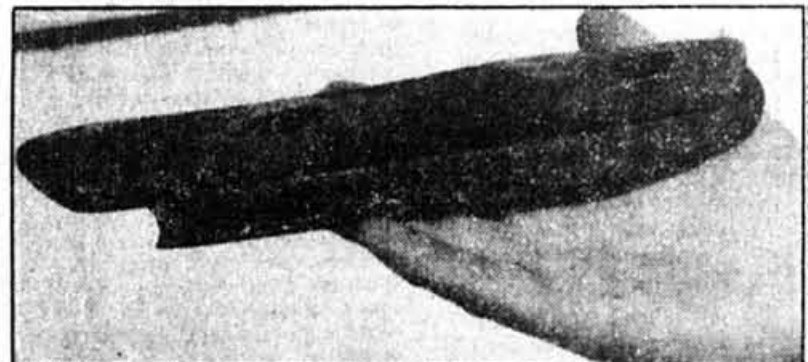
Les chevaux de bois étaient les jouets les plus courants du début du siècle et ils amusaient toute la famille.



L'un des plus beaux cadeaux que pouvait recevoir un garçon de 1900: un traineau tiré par des chiens.



Une locomotive miniature, reflet de la prospérité du transport par rail au siècle dernier.



Les colons de la Nouvelle-France ont profité des hivers glacés pour confectionner les premiers patins de bois dès le XVIIe siècle.



Poupée, commode miniature, nécessaire à thé, voilà qui amusait et qui amuse encore les fillettes voulant imiter les gestes de leur mère.

La police a ébranlé les Hell's Angels en 1985 mais la guérilla judiciaire s'annonce longue

■ Pour la première fois au Québec et peut-être aussi en Amérique du Nord, la police a sérieusement ébranlé la redoutable organisation des Hell's Angels qui sème la terreur partout où elle se trouve: on a arrêté 16 membres influents, dont le chef, on a saisi des quantités de drogues évaluées à quelques millions de dollars et, surtout, on a considérablement ralenti ses activités criminelles.

ANDRÉ CÉDILOT

La pieuvre est encore vivante. Elle continue d'avancer avec ses énormes ventouses, mais elle a perdu quelques tentacules.

Au ministère de la Justice, on est loin de crier victoire. L'adversaire est puissant, coriace. Neuf mois après le début des procédures, on en est encore à l'étape de l'enquête préliminaire.

La guérilla ne fait que commencer, promettent les avocats des Hell's, forts des succès remportés jusqu'à maintenant. Ils ont habilement fait destituer un coroner et fait avorter les deux enquêtes publiques au cours desquelles pas moins de 110 personnes étaient susceptibles de témoigner.

Tout cela fait suite à l'horrible carnage qui a fait six morts au sein du chapitre de Laval des Hell's Angels. Cinq de ces meurtres auraient été commis au repaire de la bande, à Lennoxville, dans les Cantons de l'Est, le 24 mars.

Les cadavres des victimes, enveloppés dans des sacs de couchage reliés à des blocs de ciment, ont été trouvés début juin dans les eaux du fleuve Saint-Laurent, au pied du quai de Saint-Ignace, à Berthier.

Il faut dire que les services de police, la Sûreté du Québec en tête, n'ont pas lésiné sur les moyens pour mener cette enquête à bien: un budget colossal, les meilleures équipes d'enquêteurs et, fait sans précédent, le recrutement de deux motards, Yves « Apache » Trudeau, 39 ans, l'un des fondateurs des Hell's Angels au Québec, et Gerry « le Chat » Coulombe, 29 ans, nouvellement engagé.

Les révélations d'un troisième délateur, Michel Blass, frère de feu Richard Blass, s'avèrent également fort utiles.

Selon des spécialistes de la lutte au crime organisé, les Hell's sont passablement désorganisés depuis que leur chef Réjean « Zig Zag » Lessard, son principal bras droit Luc Michaud et une quinzaine d'autres membres sont en prison.

Activement recherchés, neuf Hell's vivent continuellement sur le qui-vive, ici ou ailleurs, de sorte qu'ils ne travaillent pas aussi efficacement. Les autres groupes de criminels se font plus méfiants et hésitent à transiger avec eux. Les Hell's, affirme-t-on, ont notamment des difficultés à s'approvisionner en drogues, ce qui a des répercussions sur leurs affaires.

En quelques années seulement, les Hell's sont devenus un véritable empire, avec des filiales un peu partout dans le monde. Ils font peu à peu figure de « deuxième grand », derrière la mafia. Au Québec seulement, on parle d'un réseau de plus de 500 « soldats ».

Les motards, soutient la police de la CUM, ont la haute main sur la fabrication et la distribution des drogues chimiques. Ils refilent d'énormes quantités de pilules à d'autres



Réjean « Zig Zag » Lessard (au premier plan), chef des Hell's Angels, et un de ses lieutenants, Normand « Biff » Hamel, lors de leur comparution à Joliette.

clans de la pègre en échange de haschisch, de cocaïne et parfois même d'héroïne.

D'autres organisations criminelles n'ont pas été épargnées au cours de la dernière année. À la fin janvier, une enquête de la police de l'Ontario a permis l'arrestation de 80 membres des Outlaws, y compris son président québécois, Johnny « Sonny » Lacombe, de Châteauguay.

Dominic Cordilone, important homme de main de Frank Cotroni (il est toujours incarcéré en attendant que la Cour se prononce sur une demande d'extradition faite par les autorités américaines), a écoupé de quatre années de pénitencier pour avoir trempé dans des crimes d'incendie qui ont fait 20 millions de dégâts dans des commerces et des marchés publics au cours des deux dernières années.

Gerlando Caruana, 46 ans, de la célèbre famille sicilienne, s'est pour sa part retrouvé devant les tribunaux avec trois autres individus relativement à la saisie record de 58 kg d'héroïne dans un entrepôt de l'Ouest de la ville.

Un caïd de la filière québécoise en Floride, l'ancien boxeur Gaby Ferland, a été arrêté au volant d'une voiture qui contenait une quantité de haschisch évaluée à \$2 millions.

On ne peut oublier, enfin, la découverte, dans une maison de Rosemère, du premier laboratoire de cocaïne au Canada. Le groupe, dont l'une des têtes dirigeantes était l'avocat Jean-Pierre Renault, transigeait avec une faction du gang de l'Ouest qui est en relation étroite avec les Hell's Angels.

Cette année encore, le trafic des stupéfiants serait responsable du tiers des quelque 140

meurtres survenus dans la région métropolitaine. Sans les citer tous, on ne peut oublier le quadruple assassinat survenu dans un bar de la rue Jean-Talon, le 28 juin.

On a aussi eu droit au lot habituel de drames passionnels et familiaux, ainsi que de crimes horribles et lâches d'enfants, de vieillards et de petits commerçants. La mort du petit Denis Roux-Bergevin, 5 ans, enlevé dans le voisinage de son domicile, à Montréal, a particulièrement soulevé l'indignation et l'inquiétude de la population, qui avait encore frais à la mémoire les meurtres de trois autres garçons.

L'assassinat toujours inexplicable du criminaliste Frank Shoffey a également fait la manchette pendant plusieurs jours à la mi-octobre. Le même mois, une policière, Jacynthe Fyfe, 25 ans, est tombée sous les balles d'un énergumène en répondant à un appel de routine à Dorval.

L'histoire la plus invraisemblable est celle du sergent Serge Lefebvre, de Sainte-Foy, soupçonné d'avoir abattu deux de ses collègues qui l'ont surpris à cambrioler dans un immeuble commercial au début de juillet. Les victimes sont les agents Jacques Giguère, 43 ans, et Yves Tétu, 25 ans.

L'année 85 a rappelé à tous que le terrorisme n'avait ni frontière ni pays. Le 12 mars, il y a eu cet attentat qui a fait un mort à l'ambassade de Turquie à Ottawa. Puis la tragédie d'Air India qui a fait 329 morts fin juin. L'avion, qui transportait plusieurs familles québécoises d'origine indienne, a explosé en plein vol au large de l'Irlande, après avoir fait des haltes successives à Toronto et à Montréal.

FINANCES PERSONNELLES

Claude Picher

Le bilan, élément essentiel d'une saine gestion

■ Le bilan est un élément essentiel d'une saine gestion de vos finances personnelles.

On peut confondre facilement budget et bilan. Un budget, c'est un exercice qui vous permet de contrôler vos dépenses en fonction de vos revenus. C'est un guide flexible, où vous êtes le maître du jeu: vous pouvez augmenter tel poste de dépenses en coupant ailleurs, vous pouvez modifier tout votre budget si vos revenus augmentent ou diminuent brusquement.

Le bilan, c'est une photographie: deux colonnes de chiffres, votre actif et votre passif, sur lesquels vous n'avez aucun contrôle. Le bilan vous dit exactement ce que vous «valez», à un moment donné.

Cette photographie est plus utile qu'on serait porté à la croire. En plus d'établir votre valeur nette (cela aura au moins l'avantage de satisfaire votre curiosité à ce chapitre), il peut constituer une aide inestimable pour ceux qui veulent préparer un testament. Il est indispensable à ceux qui envisagent de se lancer en affaires. Il peut grandement faciliter les choses en cas de séparation ou divorce. Il vous aide à voir clair avant de prendre une décision importante (l'achat d'une maison, par exemple). En outre, il vous permet de mesurer, année après année, jusqu'à quel point votre situation financière s'améliore ou se détériore.

Faire un bilan n'est pas compliqué, mais cela peut demander un peu de temps.

Le principe est simple:

■ Vous calculez votre actif, c'est-à-dire tout ce que vous possédez;

■ Vous calculez votre passif, c'est-à-dire tout ce que vous devez;

■ Vous soustrayez le passif de l'actif, et le résultat constitue votre avoir net (on emploie parfois l'anglicisme «équité» pour désigner l'avoir net d'un ménage). C'est ce chiffre, l'avoir net, qui est le plus important.

Le calcul de l'actif

Si vous êtes propriétaire, votre maison constitue probablement votre principal élément d'actif. Inscrivez la valeur marchande de votre maison, le prix que vous obtiendrez si vous la mettez en vente demain matin. Soyez réalistes: la plupart des gens, et c'est bien normal, ont tendance à sur-évaluer leurs biens. Ne tenez aucun compte de l'hypothèque; ce qui compte ici, c'est la pleine valeur de votre maison. Ajoutez-y vos autres actifs immobiliers ou fonciers, s'il y a lieu (autres immeubles, chalet, terrains). Le total vous donnera votre **actif-immeubles**.

Ensuite, calculez vos **disponibilités en argent**, c'est-à-dire l'argent liquide que vous avez avec vous, à la maison ou dans votre portefeuille, au moment où vous faites votre bilan, puis le solde de vos comptes d'épargne (MOINS les chèques que vous avez déjà émis et qui sont encore en circulation), vos obligations d'épargne, les montants que vous avez prêtés et dont vous pourriez réclamer le remboursement immédiat. Ne calculez pas les montants que vous devez recevoir d'ici quelques jours ou quelques semaines; votre prochain chèque de paie, par exemple, ne doit pas être inclus dans le bilan qui, répétons-le, sert à vous donner une idée précise de votre «valeur» à un moment donné.

En troisième lieu, calculez la valeur totale de vos **placements**. Commencez par le plus facile: les dépôts à terme et certificats garantis. Encore ici, n'anticipez pas! N'incluez pas les intérêts qui doivent vous être versés dans six mois. Ajoutez ensuite les différents titres que vous détenez: actions, droits d'achat, régimes enregistrés d'épargne-retraite (MOINS l'impôt que vous devriez payer si vous retirez le montant de votre REER demain matin), fonds mutuels, obligations et débentures, titres hypothécaires. Le fonds de pension que vous détenez chez votre employeur fait partie de vos actifs, et il faut l'ajouter. Toutefois, si vous ne pouvez y toucher qu'à l'âge de la retraite, il n'a aucun impact sur vos finances personnelles dans l'immédiat; il est plus pratique, dans ce cas, de ne pas l'ajouter à vos actifs-placements, mais de la considérer comme un actif tout à fait séparé, distinct de votre avoir net.

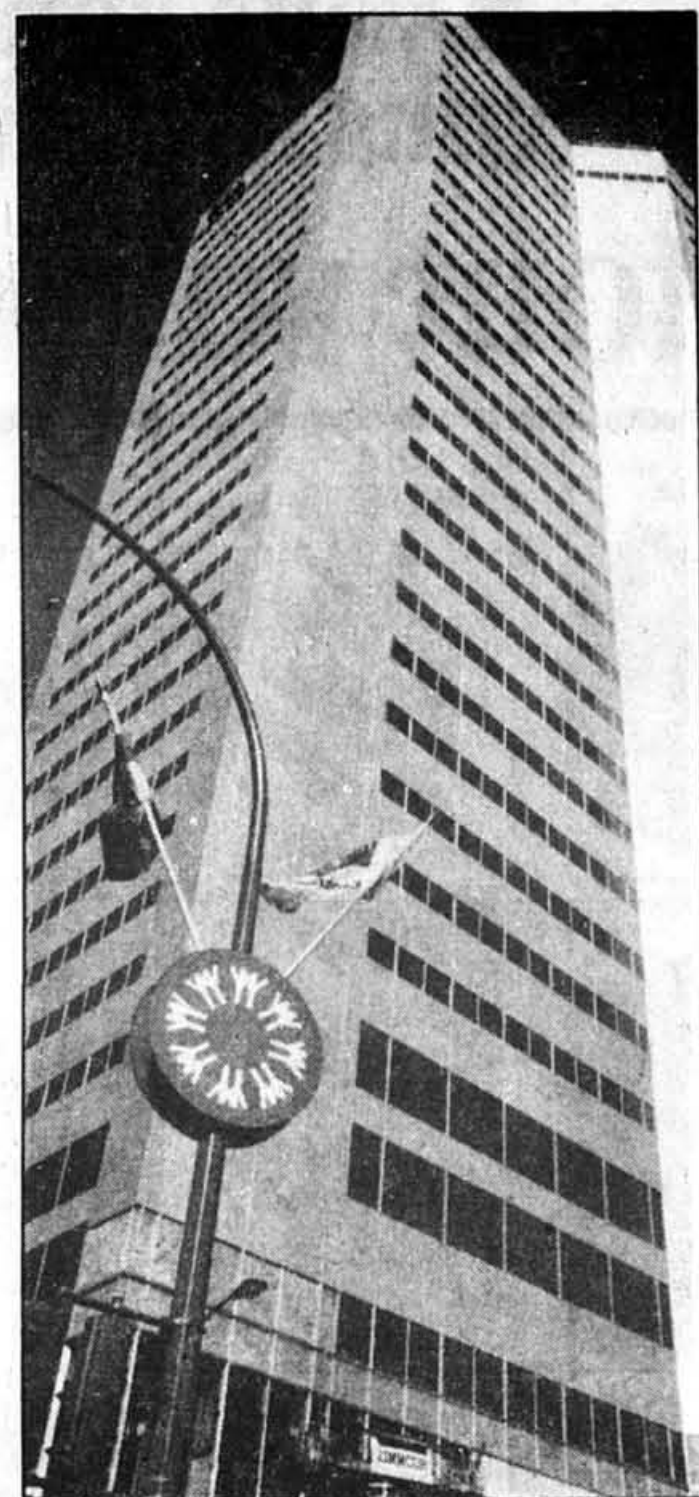
Enfin, et c'est cette partie qui vous demandera sans doute le plus de travail, il s'agit de passer en revue tous vos **biens personnels**: voiture, mobilier, tapis, collections, bijoux, motoneige, livres, appareils électroménagers, verrerie, vaisselle, équipement de sport, animaux domestiques. Ne tenez aucun compte des dettes relatives à ces biens. Dans chaque cas, inscrivez avec réalisme le montant que vous recevriez si vous mettiez ces biens en vente demain matin. Un peu comme si vous organisiez une gigantesque vente de garage! N'oubliez rien: ces «National Geographic» que vous collectionnez depuis dix ans valent bien une certaine de dollars! Vous pensez que votre vieux gril-pain ne vaut même plus \$2? Eh, bien! Inscrivez \$2! C'est garanti: le résultat vous surprendra.

Le calcul du passif

Ensuite, il s'agit de calculer tout ce que vous devez: hypothèque (le solde de votre hypothèque au moment où vous faites le bilan), solde de cartes de crédit, du prêt auto, les dettes personnelles auprès de parents et amis, les factures en suspens (pas celles que vous n'avez pas encore reçues, même si vous savez qu'elles s'en viennent). Le total vous donnera votre passif.

Il s'agit simplement de soustraire le passif de l'actif pour savoir quelle est votre valeur nette. Dans des circonstances normales, celle-ci augmente d'année en année, surtout si vous êtes propriétaire. Une comparaison avec le bilan de l'an prochain vous permettra de mesurer les progrès ou les reculs de vos finances. Il se peut que le passif soit plus important que l'actif, surtout dans le cas de jeunes diplômés qui arrivent sur le marché du travail. Ce n'est pas grave: avec le temps, les dettes d'études se paient, les revenus augmentent et l'avoir net évolue rapidement dans un sens favorable (à condition de ne pas s'endetter pour acheter une «Corvette» dès qu'on a décroché un premier emploi!).

Le marché des espaces à bureaux devrait favoriser les locataires



La tour Bell Canada: louée à 100 p. cent.

Union Carbide étudie une offre de \$5 milliards

■ DANBURY (AFP) — Le groupe chimique américain Union Carbide a annoncé hier que son conseil d'administration allait examiner le 2 janvier la nouvelle offre de rachat de son capital par GAF Corp.

Cette offre de GAF, faite jeudi dernier, prévoit de racheter 90 p. cent des actions d'Union Carbide à 74 dollars l'action faisant monter la transaction à quelque 5 milliards de dollars au total, contre 68 dollars selon la première tentative de prise de contrôle.

Dans un communiqué, Union Carbide rappelle qu'elle avait rejeté cette première offre en considérant qu'elle était inadéquate et déloyale. GAF a acheté cette année déjà près de 10 p. cent du capital d'Union Carbide, qui a rencontré de sérieuses difficultés après la catastrophe provoquée par son usine de Bhopal à la fin 1984.

Union Carbide avait pris récemment des mesures anti-prise de contrôle en se proposant de racheter 35 p. cent de ses actions dans le public pour une valeur équivalente à 85 dollars chaque: 20 dollars au comptant et 65 autres dollars sous forme de titres. Selon le communiqué publié hier, Union Carbide invite tous ses actionnaires à participer à son offre d'échange avant le 31 décembre.

Cependant, la dernière proposition de GAF prévoit de racheter non seulement les actions d'Union Carbide mais également tous les autres titres obtenus dans le cadre de l'offre d'échange d'Union Carbide.

Air Canada: une perte en 85, et pas de changements radicaux en 86

■ Il est bien possible que la société Air Canada termine l'année dans le rouge, mais selon son président, M. Pierre Jeannot, cette situation n'incitera aucunement la direction à effectuer des changements radicaux.

En 1984, la société d'État avait réalisé des bénéfices de \$27 millions. Mais cette année, Air Canada a été durement touchée par des grèves ou des menaces de grèves.

De plus, le trafic d'été a été beaucoup plus faible que ce à quoi on s'attendait.

Il se pourrait que la société réussisse à boucler ses opérations, mais M. Jeannot s'attend à de faibles pertes.

L'avenir s'annonce cependant prometteur, puisque le grand patron d'Air Canada s'attend à des profits de \$30 millions.

Pour parvenir à accumuler de tels bénéfices, il faudra toutefois s'en tenir à des opérations plus conservatrices.

«Nous resterons circonspects devant toute nouvelle activité, a-t-il déclaré au cours d'une entrevue. Nous cherchons à resserrer notre réseau. Nous nourrissons toujours des ambitions d'expansion internationale, mais je m'intéresse davantage à l'amélioration de notre service de base qu'à la chasse aux nouvelles destinations, qui auraient pour effet de diluer nos efforts».

En Asie

En janvier 85, Air Canada instaurait des liaisons avec Bombay et Singapour. La société espère ajouter Bangkok et New Delhi à la liste de ses vols. Toutefois, les négociations entre le Canada et la Thaïlande en vue d'un traité aérien bilatéral progressent à pas de tortue et M. Jeannot s'accommode parfaitement de cette situation.

La seule nouvelle destination ferme d'Air Canada à l'étranger pour 1986 sera Manchester, en Angleterre.

Par mesure d'austérité, le transporteur aérien a retranché \$60 millions de son budget de cette année et entend continuer à se serrer la ceinture en 1986.

Air Canada ne fera l'acquisition d'aucun nouvel appareil, mais pourrait louer davantage de Boeing 767 gros porteurs pour compléter sa flotte de longs courriers internationaux.

■ Au tournant de l'année 1986, le marché montréalais de l'espace à bureaux est marqué par un certain nombre de contradictions qui, en bout de ligne, ne pourront que favoriser les locataires.

CLAUDE PICHER

La grande contradiction, selon Rodney Birrell, vice-président de la Société immobilière Devencore et spécialiste du marché, c'est l'écart entre le taux de vacance des édifices à bureaux du centre-ville et l'attitude des propriétaires, qui viennent d'augmenter les loyers tout en réduisant les mesures incitatives. Le taux d'occupation oscille actuellement aux alentours de 10 p. cent. C'est, selon toutes les normes reconnues, très élevé. Dans les circonstances, on pourrait s'attendre à ce que les propriétaires réduisent les loyers et proposent des «cadeaux», comme le loyer gratuit pendant un certain temps, aux locataires éventuels. Or, il n'en est rien.

La presque totalité des bureaux de classe A construits depuis cinq ans est louée. La demande est très forte pour les bureaux de classe B rénovés. Pourquoi alors le taux de vacance est-il si élevé? Parce que beaucoup de petites et moyennes entreprises hésitent à «faire le saut», en d'autres termes à louer de l'espace à bureaux dans un édifice de catégorie supérieure.

Trois classes d'édifices

On distingue trois grandes classes d'édifices à bureaux: la classe A concerne les édifices prestigieux de construction récente, confortables, biens aménagés. On y retrouve les tours de Bell Canada et de la Banque Nationale, le complexe Bonaventure, la place Ville-Marie, le complexe Manuvie, le 2020-Université, la place Mercantile, le complexe Desjardins et la plupart des édifices qui bordent le boulevard de Maisonneuve, entre les rues Peel et Union.

La classe B représente les édifices plus anciens, généralement très bien situés, mais où les niveaux d'efficacité énergétique et de confort ne sont pas à la hauteur des normes de la classe A. L'exemple typique, à Montréal, est celui de l'immeuble de la Sun Life.

Le troisième groupe est représenté par les bureaux dits «de banlieue», même si ceux-ci peuvent se trouver dans les limites de la ville de Montréal. Il s'agit de bureaux modernes, fonctionnels et confortables, mais situés à l'extérieur du centre-ville; ce sont eux qui offrent les meilleurs prix de location au pied carré, compte tenu de leur qualité, mais les locataires

doivent subir l'éloignement du centre-ville.

L'avenir appartient aux locataires

Selon un relevé effectué par Devencore, il ne faut pas se laisser impressionner par les récentes hausses de loyers, puisque l'avenir, du moins au cours de deux ou trois prochaines années, appartient aux locataires.

Il s'est construit depuis quelques années beaucoup d'édifices de classe A, et ceux-ci, dans l'ensemble, se sont bien loués. Toutefois, note M. Birrell, il reste encore de l'espace disponible, à bon compte. Certains édifices de classe A, parmi les moins récents, ont encore des superficies intéressantes à louer et, d'après le spécialiste, on pourra les obtenir pour des prix variant de \$12 à \$16 le pied carré, «dans un futur proche».

La plupart des édifices de classe B, d'autre part, ont été délaissés par les grandes entreprises au profit des édifices de classe A, créant ainsi un stock important pour les locataires éventuels. Ces édifices deviennent de plus en plus intéressants au fur et à mesure que leurs propriétaires les rénovent. Les bureaux de classe B, constate M. Birrell, ont beaucoup à offrir pour \$6 à \$12 le pied carré.

Quant aux bureaux de banlieue, ils connaissent un re-

gain de popularité chez les entreprises qui se soucient peu d'afficher une adresse de prestige.

Courbe ascendante des locaux à louer

L'augmentation du taux d'occupation des édifices à bureaux montréalais a connu une courbe ascendante spectaculaire depuis quatre ans. En janvier 1982, le taux de vacance se situait à 4 p. cent pour les édifices de classe A et de 6,2 p. cent pour la classe B. Aujourd'hui, cela frise les 11 p. cent dans les deux cas, après avoir connu un pic l'été dernier; en juin 1985, le taux d'occupation atteignait 12,8 p. cent pour les édifices de classe A, et 15,9 p. cent pour la classe B.

Selon la plus récente compilation, qui remonte à six semaines, la plupart des édifices à bureaux de classe A construits depuis cinq ans à Montréal affichent un taux de vacance dérisoire. Le projet 1981 McGill College est loué à 97,7 p. cent, le 505 de Maisonneuve, le nouvel édifice du Trust Général et la tour Bell Canada à 100 p. cent, le complexe Manuvie à 93,2 p. cent.

Parmi les édifices affichant encore un taux de vacance notable, il faut remarquer le 2000 Peel (40,4 p. cent), la Tour de la Banque nationale (32 p. cent), le 500, rue Sherbrooke ouest (28,4 p. cent), et le 425 de Maisonneuve (20,9 p. cent).

Le CRIQ affiche une croissance de 20 p. cent

■ Le CRIQ, le Centre de recherche industrielle du Québec, vient de fêter ses 15 ans en affichant un taux de croissance de son chiffre d'affaire de plus de 20 p. cent. Selon le directeur des communications, Pierre Brosseau, ce taux de croissance devrait se maintenir au cours des deux ou trois prochaines années.

Le CRIQ, c'est un organisme du gouvernement provincial regroupant quelque 450 ingénieurs et spécialistes chargés du développement et de l'amélioration des technologies dans les entreprises québécoises. Son mandat est de favoriser l'essor économique du Québec en soutenant et en stimulant le développement technologique des industries du Québec.

Selon le directeur des communications Pierre

Brosseau, le CRIQ est d'abord et avant tout au service des petites et moyennes entreprises québécoises (PME). Quelque 95 p. cent des firmes qui font affaire avec le CRIQ, 430 ont signé plus d'un contrat, avec un taux de récidive de plus de 49 p. cent.

Au cours des trois dernières années, 1 600 offres de service ont été signées pour une valeur de \$24 millions. Sur les 872 clients qui ont fait affaire avec le CRIQ, 430 ont signé plus d'un contrat, avec un taux de récidive de plus de 49 p. cent.

Le CRIQ ne subventionne pas les entreprises qui ont recours à ses services. D'ailleurs, l'organisme, dont le taux d'autofinancement atteint 42 p. cent, se fait rémunérer par ses clients.



M. Pierre Jeannot, pdg d'Air Canada.

Pétrolières: bonnes années en perspective

■ En dépit de prévisions pessimistes pour le marché de l'énergie, la firme McLeod Young Weir prévoit que les pétrolières et gazières canadiennes pourront compter sur une croissance marquée de leurs bénéfices d'ici à 1989.

FRANCINE OSBORNE

Selon une étude des analystes Robert Reid et David Smith, « l'Accord de l'Ouest et l'assouplissement des redevances dont il s'accompagne assurent le maintien des bénéfices même si les prix du pétrole devaient baisser de \$10 US le baril au cours des trois prochaines années ».

Les sociétés les plus dynamiques sauront tirer profit des occasions qui se présenteront. Celles qui seront les mieux placées seront celles dont la production et les réserves augmentent et celles qui bénéficient grandement de l'Accord de l'Ouest.

Le marché pétrolier sur la corde raide

La fermeté relative des prix et le maintien des stocks à des niveaux raisonnables ont pu faire croire un instant que l'orage était passé.

Mais « le pire est à venir pour l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) », estiment les deux analystes.

Une baisse de prix est à prévoir en 1986 et 1987. En outre, la demande a atteint un point où le moindre recul aura des retombées importantes sur les prix.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit une très faible

augmentation de 0,4 p. cent de la demande de pétrole brut dans les pays non communistes en 1986. Mais si cette prévision était trop optimiste, les pressions à la baisse sur les prix seraient énormes. En effet, des pays comme l'Irak et le Nigeria veulent augmenter leur production et le Mexique, qui n'est pas membre de l'OPEP, ne peut baisser la sienne, compte tenu de ses difficultés financières.

Le gaz naturel

Les marchés intérieur et d'exportation du gaz naturel sont sur le point de subir d'importants changements.

L'Accord de l'Ouest permettra la déréglementation du gaz naturel à compter du 1er novembre 1986.

À court terme, cet accord se traduira par une « chute des prix doublée d'une brusque montée des ventes à l'exportation », expliquent les deux spécialistes.

Comme il y a une concurrence féroce entre les distributeurs de gaz aux États-Unis, on prévoit que le gaz canadien se vendra au prix plancher à l'exportation tel que fixé par l'Office national de l'énergie.

Il se pourrait que les prix planchers régionaux décrétés par Ottawa soient même trop élevés sur des marchés comme ceux de Detroit ou Chicago.

Les revenus du gaz demeureront stables ou faibliront légèrement en 1986, mais à long terme, il y a de bonnes chances que les producteurs canadiens accroissent leur part du marché américain alors que la production de nos voisins faiblira.

Louez la nouvelle VOLVO 740 GLE 1986

toute équipée incluant air climatisé **399\$ PAR MOIS***



*48 mois — plus taxe

Versement comptant 2500,00\$
Valeur résiduelle 6970,00\$

VOLVO LEMENN
3839, boul. Taschereau, St-Hubert 678-1220

LA BANQUE D'ÉPARGNE

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

À l'intention des détenteurs d'actions ordinaires

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, aura lieu au CHÂTEAU CHAMPLAIN, Place du Canada, Montréal, le vendredi 17 janvier 1986, à 11h30 du matin aux fins de recevoir les états financiers et le rapport annuel, de considérer et s'il est jugé à propos, d'adopter des règlements relatifs au nombre des administrateurs et à leur rémunération, d'élire les administrateurs, de nommer les vérificateurs et fixer leur rémunération, et aux fins d'expédier toutes autres affaires qui pourraient être dûment soumises à l'assemblée.

Par ordre du Conseil d'administration

Le président et chef de la direction
PIERRE GOYETTE
Montréal, Québec
le 16 décembre 1985.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

(705) HYPOTHÈQUES

ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques. Coûts Prop. St-René Goulet, 321-2610.

FINANCEMENT

DE TOUTS GENRES
1re et 2e hypothèques, résidentiel, commercial, industriel, crédit bancaire, construction bridge, jour et soir 334-8115, Morin.

(710) OCCASIONS D'AFFAIRES

CONCESSIONNAIRE demandé, \$100,000 plus par année. Nouveau, sensationnel. Territoire protégé. Coût: \$20,000. 697-4777.

(714) FRANCHISES

\$50,000 COMPTANT
Prix total \$93,500. Opération clé en main. \$12,000 de profit net annuel garanti. Pour un temps limité seulement, offre de franchise dans votre localité de chaînes "fast food" à grand potentiel en voie d'expansion au Canada. 876-8827 service 24 heures.

(715) SERVICES FINANCIERS

ABRI FISCAL
Impôt fédéral et provincial, film vidéo québécois entièrement complet et terminé, contrôle de distribution. Téléphones au 522-9593 entre 9h et 10h, et 19h et 22h.

FONDS

pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Demandez 342-1356.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des **PROPOSITIONS D'AFFAIRES** de LA PRESSE pour obtenir les **MEILLEURS RÉSULTATS 285-7111**
INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000



Tout notre monde vous sourit et vous souhaite une année où tout vous sourira!

 COCA-COLA ou SPRITE Bout. consignées 6 x 750 ml 2 49 + dépôt	 HUILE VÉGÉTALE Pasquale cont. de 3 litres 2 69
 MARGARINE DURE La Québécoise 1 lb 2 / 1 00	 SUCRE BLANC GRANULÉ Lantic sac de 4 kg 1 28
 OEUFs MOYENS Canada Catégorie A 1 douz. . 79	 CARTON DE CIGARETTES Excellence, King Size 10 pqt de 20 cig. Limite de 3 cartons par client 16 79
 DINDE SURGELÉE Catégorie utilité moins de 7 kg Limite de 1 par client . 99 2 18 kg lb	 GROSSES CLÉMENTINES Du Maroc ou de l'Espagne gross. 144 . 69 1 52 kg lb
 DINDE SURGELÉE Canada cat. A toutes pesanteurs 1 38 3 04 kg lb	 POMMES DE TERRE BROSSÉES Du Québec, Canada No 1 idéales pour la conservation sac de 50 lb 2 99
 POITRINES DE POULET DÉSOSSEES FRAÎCHES 4 99 10 99 kg lb	 KIWIS De la Californie 4 / . 89

Avertissement. Les prix de Super Carnival, tels qu'ils apparaissent ici ne sont pas des prix spéciaux. Ce sont nos prix réguliers et vous pouvez en bénéficier à tous les jours. Ils seront maintenus tant que nos sources d'approvisionnement nous le permettront. Prix en vigueur dans la région de Montréal seulement. Photos à titre indicatif seulement. **Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.**

* Votre marché chez Super Carnival vous permet d'économiser jusqu'à 30% par rapport aux prix réguliers des supermarchés conventionnels. L'économie réalisée peut être supérieure ou moindre selon vos habitudes de consommation.

HEURES Lundi 30 déc. 8h30 — 18h00 Jeudi 2 jan. fermé
D'Ouverture: Mardi 31 déc. 8h30 — 17h00 Vendredi 3 jan. 8h30 — 21h00
Mercredi 1 jan. fermé Samedi 4 jan. 8h30 — 17h00

SACS GRATUITS... Une économie supplémentaire
ST-LEONARD LONGUEUIL GREENFIELD PARK
6675, Jean-Talon est 3630, ch. Chambly 1011, boul. Taschereau
LAVAL LASALLE
4400, boul. de la Concorde 7401, boul. Newman



VOS SUPER SUPERMARCHÉS